

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de

MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : .Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

**Analyse
Des déterminants de l'inflation en Algérie durant la période de
1980 à 2018**

Préparé par :

- M^{elle} BECHOUT LAMIA
- M^{elle} AZROU DJOUHRA

Dirigé par :

BOUTRACHA FAHIMA

Anne universitaires: 2021/2022

Remerciements

*Nous remercions d'abord dieu le tout puissant de nous avoir donne le courage, la
Volonté et la patience de réalise se modeste travail.*

*Nous tenon à exprimer notre profonde gratitude à notre promotrice madame
BOUTRACHA FAHIMA sous sa direction et ses périsciens aide et orientation donne notre
Travail.*

*Egalement, nous remercions tout le corps enseignants et la personnelle administration
Et le chef de département et toute la spécialité SEGC.*

*Enfin. Nous remercions à tous ceux qui de prés ou de loin ont contribué
L'accomplissement de ce mémoire.*

Dédicaces

A la personne devant laquelle tous les mots de monde sont incapables

D'exprime mon amour et mon affectation pour elle, à l'être qui m'est

Le plus cher à ma douce et belle mère et mon père

A mes chers sœurs et frères, que dieu vous protège ;

A mon cher marie qui ma se tenue de près ou de loin et que dieu le protège ;

A tout ma famille, petite et grande ;

A ma promatrice madame BOUTARCHA Fahima

A mon binôme Djouhra ;

A mes chers amis et à tout les personnes que je porte dans mon cœur qui mon se tenue ;

A tous qui, de loin ou de près ;

Lamia

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à ma très chère mère et adorable père qui m'ont aidé et

Soutenu tout au long de mes études ;

A mes chères frères et sœurs, que Dieu les protège et toute ma famille Azrou petite et grande

A ma professeure, à mon binôme Lamia

A mes chers amis et à toutes les personnes que je porte dans mon cœur et qui ont, sans le

Savoir participé de manière considérable à ma réussite

Et tous ceux qui de loin ou de près, ont contribué à la réalisation de ce travail

Djouhra

La liste des abréviations

IPC : Indice des prix à la consommation
PIB : Produit intérieur brute
M2 : Masse monétaire
TCH : Taux de change
BCA : Banque centrale algérienne
BCE : Banque centrale européen
Tt : Tendence
St : Saisonnière
DF : Dickey Fuller
ADF : Dickey Fuller Augmentée
ARDL : Autorégressifs à retards échelonnés ou distribués/ARRE
MC0 : Moindres Carrés Ordinaires
AIC : Akaike
SC : Schwarz
HQ : Hannan et Quinn
AR : Auto Régressif
FMI : Fond Monétaire International
INF : Inflation
IBW : Institution Breton Wood
BA : Banqued'Algérie
OCB : Oxford Biseness Group
ONS : l'office National des Statistiques
LMC : Relative Statistique à la monnaie et au crédit
PAS : Accord de plus d'ajustement structurel
BM : Banque Mondial
VECM : Vecteur à Correction d'erreur

VAR : Vecteur Autorégressif
X_t : Variable indépendante
Y_t : Variable dépendant
Y_{t-p} : Variable dépendant décalée
LM : Test d'auto- corrélation
Y_{t-q} : Les valeurs passées de la variable indépendante
Σ : Matrice des variance-covariance des résidus estimés
T : Nombre d'observation
P : Décalage ou lag du modèle estimée
N : Nombre de régression
ΔY_t : Vecteur de variable stationnaire sous étude
ΔY_{1-t} : Matrice de même dimension que ΔY_t
Δ : Opération de différence 1^{ère}
θ : Le terme de correction d'erreur
θ_i : Coefficient de correction d'erreur ou paramètre d'ajustement à l'équilibre
R^2 : Le coefficient d'ajustement
MCE : Modèle de base pour test la causalité entre les séries
CUSUM : La somme cumulée de carré des résidus récursifs

Liste des tableaux :

Tableau 1: évolution annuelle de taux d'inflation en Algérie de 1991 à 2000	25
Tableau 2:l'évolution annuelle de taux d'inflation en Algérie de 2001 à 2018	27
Tableau 3: déterminer de nombre de retards pour les différentes séries	75
Tableau 4:résultat de teste de racine unitaire sur les série	Error! Bookmark not defined.
Tableau 5:résultat d'estimation de modèle ARDL	78
Tableau 6: résultat de test de Co-intégration.....	79
Tableau 7:résultat d'estimation de la relation de court terme (dynamique de court terme	80
Tableau 8: résultat d'estimation de la relation de long terme.....	81
Tableau 9: résultat de test de causalité de Granger	82
Tableau 10: résultat de test d'auto-corrélation.....	82
Tableau 11: résultat de test de d'hétéroscédasticité.....	83

Listes des figures

Figure 1: la courbe de Phillips	17
Figure 2:évolution annuelle de taux d'inflation en Algérie de 1991 à 2000.....	25
Figure 3: l'évolution annuelle de taux d'inflation de 2001 à 2018	27
Figure 4: évolution de la masse monétaire en Algérie de 1980 à 2018	31
Figure 5: évolution de produit intérieur brut en Algérie de 1980 à 2018	32
Figure 6: évolution de taux de change de 1980 à 2018.....	33
Figure 7: evolution de taux d'inflation	73
Figure 8: evolution de la croissance de la masse monétaire	73
Figure 9: évolution de produit intérieure brute	74
Figure 10: évolution de taux de change	74
.Figure 11:détermination du décalage optimal du modèle ARDL.....	77
Figure 12: resultatant de test de stabilité des coefficients CUSM	83

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre 1 : Concept de base de l'inflation et la théorie économique.....	4
Section 1 : Généralité sur l'inflation.....	4
Section 2 : Les différentes théories économique de l'inflation.....	15
Chapitre 2 : L'inflation et la politique monétaire en Algérie.....	21
Section 1 : Etude et l'évolution de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018.....	21
Section 2 : La politique monétaire.....	33
Chapitre 3 : Analyse des déterminants de l'inflation en Algérie 1980 à 2018.....	45
Section 1 : L'approche de modèle ARDL.....	45
Section 2 : Présentation et analyse des séries de donnés.....	51
Conclusion.....	63
Conclusion générale.....	64
Annexe	
Bibliographie	
Table des matières	

Introduction générale

Introduction générale

Les économistes définissent l'inflation comme étant une hausse générale et durable du niveau des prix, il est devenu le sujet international parmi les grands problèmes de siècle qui préoccupent les analystes et les gouvernements. Car sa difficulté a fait le débat en fonction de ces causes, et ces conséquences.

A l'époque des grands découverts en Amérique de sud en 16 siècles, l'Espagne et le Portugal découvrent des quantités massives d'or et les plus important en Europe. Cette période s'appelle le bullionisme, ainsi que la quantité d'or a été abandonner, et certains financiers s'interroger sur la monnaie et son rôle, la monnaie repose sur un système de parité avec l'or, chaque pièce contiens une somme d'or qui convient a sa valeur, quant la quantité d'or s'élève, son prix va baisser, et donc la valeur des pièces d'or va diminuer. Ce qui nous indique les premiers signes de l'inflation.

Durant les années 60, l'inflation est décrite comme un phénomène dû à un désajustement exceptionnel de l'activité économique, au cours des années 70, l'inflation est apparue comme un phénomène et systémique apparemment irrépessible, ainsi l'inflation se développe en même temps et parallèlement à une stagnation de l'économie. La théorie économique formule des solutions utiles, ce qui signifie que cette théorie traversait une période de crise.

A la fin de l'année 1970, le déclin de l'économie mondial conduit les pays du monde à intervenir sous la forme des établissements internationaux (institution Breton Wood (IBW), le fonds monétaire international (FMI) et la banque mondiale (BM), dans le but de remettre en cause leur modèle de développement et sur la nécessité de se soumettre à des processus d'ajustement, intègrent des nouvelles stratégies et des conditionnalités pour accéder au financement international, ces conditions parent au FMI d'encourager les pays déficitaires à rassurer leur politique monétaire, ce qui va renforcer leur monnaie et éliminer le déficit de leur balance de paiements.

En général, l'économie mondial marque une stabilité de taux d'inflation entre 1% et 2% en 1960 et à la fin de cette année les Etats unis ont dû faire face à des taux élevés qui dépassent 5% en 1974, et dans l'année suivante elle augmente de 10% en 2000 qui a marquée un ralentissement de 2%, en fonction de la reprise des activités économiques, l'inflation mondiale est passée de 1,8% en 2003 à 2,3% en 2005, durant les derniers années

Introduction générale

on remarque que le taux d'inflation n'est pas stable de 3,79% en 2010 à 3,31% en 2015 et pour l'année 2019 augment de 3,5%¹.

En Algérie, le phénomène de l'inflation remonte au début des années 1980 et s'est dangereusement accéléré au cours de la décennie suivante, notamment après la décision de faire passer l'Algérie d'une économie de planification centralisée à une économie de marché à partir du 1 janvier 1991. En effet, cette décision a eu une conséquence directe sur l'augmentation des prix du fait de la libéralisation des prix et de la dévolution de la monnaie nationale, le taux de l'inflation est de 31,70% en 1992, et c'est en 2000 qu'elle a enregistré une baisse de 0,34%, il augmente de 15% en 2015 et en 2019 elle eut une diminution de 4,1%. Avoir une inflation atteint au cours des trois dernières années (3,67% en 2007 et 4,86 en 2008, 5,73% en 2009), le taux annuel en Algérie a atteint 2,4% en 2020 (ONS, 2019).

En constate que le rythme d'inflation annuel a connu une baisse d'une tendance passant de 3,9% en 2010 à 3,5% en 2011. L'année 2013 a continue une baisse avec un pourcentage de 3,3% est aussi 2014 avec 2,9%. Alors qu'en 2015 le taux d'inflation à grimpé à 4,8%, de ce fait c'est notre objectif que ne assignons est d'étudier les déterminants de l'inflation en Algérie depuis l'année 1980 jusqu'à 2019 ; cette objectif peut être formulé sous la forme de la question principale suivante :

Quels sont des déterminants de l'inflation en Algérie de l'année 1980 à 2018 ?

Il s'agira aussi de répondre aux questions subsidiaires suivantes :

- Comment la théorie économique explique telle l'inflation ?
- Comment l'inflation à évolué en Algérie depuis 1980 à nous jours ?

Pour mener à bien ce travail, notre réflexion se base sur les hypothèses suivantes

Hypothèse :

- ✓ Le taux de change cause l'inflation.
- ✓ La Relation entre le PIB et l'inflation

Dans notre travail ne parlèrent d'une façon générale et d'étaie sur l'inflation et ces composantes on se focalise sur la démarche méthodologique suivante : la recherche

¹Banque mondiale

Introduction générale

biographique dans telle nous recourons à la source documentaire et aux études antérieures et aussi à une étude empirique où nous allons faire des tests par l'utilisation du logiciel Eviews10.

Notre travail est composé de trois chapitres, le premier chapitre nous abordons les notions de base de l'inflation selon les théories économiques. Dans le second chapitre nous nous penchons sur l'évolution de l'inflation en Algérie et la politique monétaire mise en œuvre.

Enfin le dernier chapitre , trait une démarche empirique basée sur l'analyse économétrique des déterminants de l'inflation en Algérie durant la période de 1980 à 2018 retenues la base des données statistique relative aux différentes variables fournies par la banque mondiale et les variables identifiées pour le modèle qui sont susceptibles d'influer l'inflation sont : la masse monétaire (M2) et le taux de change (TCH) le produit intérieure brut (PIB).

Nous terminons par une conclusion générale dans laquelle nous exposerons les résultats les plus Pertinents et importants.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

Introduction :

Le taux d'inflation est un indicateur de premier ordre pour apprécier l'état d'une économie et pour comprendre les mouvements de hausse des prix des biens et des services. L'inflation continue de préoccuper aussi bien les politiques que les économistes. Le présent chapitre traite les généralités sur l'inflation, il est subdivisé en deux sections. Dans la première section, nous allons présenter les notions suivantes : (l'histoire de l'inflation, définition, typologie, cause et conséquence), la seconde section nous parlera sur les différentes théories économiques de l'inflation.

Section 01 : généralité sur l'inflation

Bien que le terme d'inflation n'existe pas auparavant, le phénomène lui-même est ancien car il est apparu au III^{ème} siècle et il a évolué au XIX^{ème} siècle.

1.1-Rappel historique sur l'inflation :

Le III^{ème} siècle, a connu une grande crise Romaine accompagnée d'une forte hausse des produits alimentaires à l'empire romain occidental, cette situation a occasionné la mise en place de la première politique désinflationniste.

Le XVI^{ème} siècle l'Espagne, a vu une élévation des prix qui s'est répandue dans toute l'Europe. C'est cette inflation que Jean Bodin a tenté d'expliquer en l'impliquant à l'afflux des métaux précieux en provenance du nouveau monde.

Le XIX^{ème} siècle a connu une situation inverse de l'inflation (déflation) mais n'a touché que les pays capitalistes et elle s'est manifestée pendant la première guerre mondiale.

Le XX^{ème} siècle l'inflation a été forte lors des années après guerres (la première guerre et seconde guerre mondiale) que durant les années de guerres, durant la période 1950 à 1960 l'inflation est accompagnée d'une croissance modérée².

1.2 Les différentes définitions de l'inflation :

² Goux Jean-François, 1998, « inflation désinflation déflation », Ed DUNOD, Paris p 12 – 14.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

1.2.1 Définition 1 : Le terme inflation : il vient de mot latin « inflatio » qui signifie : enflure –et désignant à l'origine une augmentation abusive de la quantité de papier monnaie. Par la suite, le mot « inflation » indique un accroissement généralisé, cumulatif et auto-entretenu des prix.³

1.2.2 Définition 02 : on définit l'inflation comme étant un processus de hausse de prix résultant de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.

1.2.3 Définition 03 : inflation est un déséquilibre globale qui se traduit par une augmentation générale des prix. L'inflation fait intervenir toutes les parties et tous les mécanismes de l'économie (production, revenu, prix). En ce sens, le processus inflationniste est fondé sur des mécanismes macroéconomiques ; en outre c'est un phénomène auto-entretenu.⁴

Le terme inflation désigne une augmentation générale et durable et auto-entretenu des prix des biens et services :

- **augmentation générale :** la hausse des prix doit affecter la totalité des biens en circulation et services proposés.
- **augmentation durable :** la hausse des prix doit être prolongée dans le temps. il est ainsi des hausses saisonnières des prix.
- **Augmentation auto-entretenue :** l'inflation tend à se transmettre de proche en proche à tous les secteurs, à tous les prix, à tous les revenus. L'inflation peut être définie comme la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie.

Exemple : l'augmentation du prix des matières premières ou des produits semi-finis influence nécessairement sur le prix des produits finis.⁵

1.3 Les type de l'inflation : Après avoir défini et donné un bref aperçu historique sur l'inflation, il convient de voir quels sont les types d'inflation. L'inflation fait l'objet de plusieurs typologies, parmi celles-ci, on retient les suivantes :

³ Hossein et samisateur et diaf , 2007 , « statistique appliquée » ,INPS Alger.

⁴JoelJalladeau, 1998, « introduction à la macroéconomie, modalisation de bas et redéploiements théorique contemporains » 2^{ème} édition doeck&larcier S.A, Paris, p371.

⁵ Article internet: “qu'est ce que l'inflation” dolceta. EU, p 1.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

1.3.1 Inflation latente ou rampante :

Elle est caractérisée par la hausse des prix de façon épisodique liée par exemple à l'accroissement de la population, une relance de la consommation après des tensions sociopolitiques, et une pénurie de la production. Elle est à peine perceptible parce qu'elle évolue à faible taux sur le long terme. Elle évolue de 3 à 4 % par an. Ce genre d'inflation est industrialisée et localisée et maîtrisée par les pouvoirs publics. Ce genre d'inflation ne constitue pas une menace grave pour l'économie.

Les raisons principales de cette inflation sont :

- Une augmentation de la population ;
- Une relance de la consommation ;
- Le déséquilibre monétaire international causé par la croissance des moyens de paiements internationaux ;
- La hausse considérable de la demande d'investissement ;
- L'augmentation au recours du crédit de la part des ménages, les entreprises ainsi que l'Etat pour couvrir son déficit budgétaire .

1.3.2 Inflation stable

C'est-à-dire la stabilité des prix, il semble y avoir un large accord parmi les experts pour dire que la stabilité des prix n'implique pas un taux d'inflation strictement égal à zéro mais entre 1% et 2% ⁶.

1.3.3 Inflation galopante ou hyperinflation :

La hausse de prix est de plus en plus forte, du fait que les mobiles psychologiques ont pris plus d'importance que l'équilibre entre l'offre et la demande. L'inflation galopante est une inflation importante, atteignant des taux de deux chiffres, qui témoigne de certains dysfonctionnements, comme lors de la crise des années 70⁷.

⁶ Ibid p97

⁷ Phillip. Gaga, 1965 « studies in the quantity of money ».

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

Elle est une inflation très élevée, elle se manifeste par une accélération forte des prix ce type d'inflation totalement hors de contrôle, supérieur à 30% et qui peut dans certains cas, comme dans le cas des inflations latino-américaines des années 60- 70⁸.

Ce genre d'inflation peut aboutir à une perte totale de confiance dans la monnaie nationale due à une dépréciation de la valeur de la monnaie. Elle peut conduire à la chute de système économique et monétaire tout entier, voir même à la disparition de la monnaie nationale et à son remplacement par une nouvelle monnaie.⁹

1.3.4 Inflation ouverte ou déclarée :

On parle de l'inflation ouverte ou déclarée lorsqu'il ya une augmentation rapide, générale, permanente cumulative des prix. Cette augmentation est due, d'une part, à certaines branches de l'économie qui connaissent une rareté dans certains biens. Cette rareté, va être la cause de l'augmentation du coût de production des marchandises utilisent ce bien, ce qui implique l'augmentation des prix. D'autre part, c'est les anticipations parfois non fondé, de la part des acteurs économiques sur de nouvelle hausse des prix, qui vont être à l'origine de cette inflation.

Cette dernière, ont un taux de croissance qui varie entre 5% et sans dépasser 10% par année. Dans ce cas là les consommateurs achètent les marchandises pour éviter à les payer à des prix inabordable à l'avenir. Sous une inflation « ouvert » le système des prix a la liberté à s'ajuster pour résorber le déséquilibre entre la demande et l'offre l'inflation ouverte rend flexible, ce qui par nature devrait être rigide : l'étalon des valeurs.¹⁰

1.3.5 Inflation importée :

Elle désigne l'augmentation du niveau générale des prix consécutive à une augmentation du cout des produits importés. Autrement dit, l'inflation importée est la hausse des coûts des importations, l'augmentation de la liquidité et l'accroissement des revenus, sont trois facteurs avancés pour expliquer le développement de l'inflation importée.

➤ La hausse des coûts des importations.

⁸ Guy p schuldens, 2008 « communication économique pour les chinois francophone » Ed, l'harmattan ,p 132.

⁹Bouhasson Née Bedjaouizahira opcit, p51.

¹⁰Septiemecongrés des Relation industrielle de laval, 1952, « salaires et prix » Ed presses université laval , p 18.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

Lorsque le prix des matières, de semi – produit, des biens d'équipement ou des biens de consommation importés augmentent, les entreprises enregistrent un accroissement de leurs coûts de production qu'elles représentent mécaniquement dans les prix de ventes intérieurs.

➤ **L'augmentation de la liquidité**

Elle se relie à la théorie quantitative de la monnaie dans la mesure où elle soutient qu'un afflux de devises accroît la liquidité de l'économie et provoque des variations de même sens du niveau des prix. Cet afflux provient de l'excédent de la balance des paiements courants ou des mouvements autonomes de capitaux qui engendrent par la différence de taux d'inertie entre la place financière et par prévision de révolution de la monnaie nationale.

➤ **L'accroissement du revenu**

Lorsque une économie enregistre une croissance de la demande étrangère et lorsque sa balance des paiements courants devient excédentaire le surplus d'exportation accroît le revenu national et de la demande globale¹¹.

1.4 Les mesures de l'inflation

1.4.1 Indice des prix à la consommation (IPC)

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix et produit à qualité constante.

La formule mathématique de l'IPC est :

$$\text{IPC} = \frac{\text{coût du panier de l'IPC aux prix de la période courante}}{\text{Coût du panier de IPC aux prix de la période de base}} \times 100$$

1.4.2 La méthode de calcul de taux d'inflation :

Pour calculer l'IPC, il faut trouver le coût du panier, l'IPC aux prix de la période de base ; trouver le coût du panier de l'IPC aux prix de la période courante et calculer l'IPC pour la période de base et la période courante. L'IPC est largement utilisé par les analystes

¹¹Zaini Hayat, Zaidi Saloua, 2015, « Essai de modalisation des causes de l'inflation en Algérie de 1970-2013 ; Approche économétrique » mémoire de master économique : économie appliquée et ingénierie financière ; université de Béjaïa.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

comme ; la valeur approchée de l'indice général de l'inflation pour l'ensemble de l'économie. C'est en se servant de l'indice des prix à la consommation qu'on calcule le taux d'inflation. Il est le pourcentage de variation du niveau général des prix et se mesure de la manière suivante :

$$\text{Taux d'inflation} = \frac{\text{IPC de l'année}(n) - \text{IPC de l'année (n-1)}}{\text{IPC l'année (n-1)}} * 100$$

1.4.3 Déflateur du PIB

Le déflateur du PIB, est défini comme étant le rapport du PIB nominal sur PIB réel¹².

Le déflateur du PIB est un instrument permettant une grandeur économique des effets de l'inflation. Est le rapporte du PIB nominale au PIB réel. Il reflète ce qui se passe au niveau général des prix dans une économie donnée.

Pour mieux comprendre le déflateur du PIB, nous représentons le cas de notre économie qui ne produit que de pain. Désignons par P le prix de pain et par Q la quantité vendue au cours d'une année. Et donc le déflateur du PIB est le prix du pain pendant l'année courante par rapporte au prix au cours de l'année de base (PIB base).

Déflateur du PIB et IPC évoluent de manière comparable, concrètement, il est calculé de la façon suivante :

$$\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}} \times 100$$

- **PIB nominal** : est la valeur des bien et services finale produit au cours d'une année donnée aux de marché (courant), pour mesurer correctement le bien être économique, il faut en fait apprécier la production de bien et en neutralisant l'inflation de la variation des prix. A cette fin, les économistes font appeler le PIB réel.

$$\text{PIB nominal} = \text{PIB réel} \times \text{Déflateur du PIB}$$

- **PIB réel** : est la valeur des biens et services finale produit au cours d'une année donnée aux prix constant.

¹²Michel parkin, Robin et Benoit Carmichael Op Cite, p 127.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

$$\text{PIB réel} = \text{PIB nominal} \div \text{Déflateur du PIB}^{13}$$

Il existe néanmoins trois différences qui peuvent entraîner quelques divergences, Tout d'abord le déflateur du PIB mesure les prix de tous les biens et services produit dans une économie. Alors que l'indice des prix à la consommation IPC, ne mesure que les prix des biens et services achetés par le consommateur. En outre, le déflateur du PIB ne tient compte que des prix des biens et services produits sur les territoires nationaux. Une troisième différence, plus subtile, l'indice des prix à la consommation IPC attribue des poids fixes aux prix des différents biens et services, alors que le déflateur du PIB utilise des pondérations évolutives. En d'autres termes, l'IPC est calculés sur la base d'un panier constant de bien et services, tandis que le déflateur du PIB tient compte d'un panier de biens et services qui évoluent au gré de la composition du PIB¹⁴.

1.5. Les cause de l'inflation :

Les causes de l'inflation sont encore sujets de nombreuses controverses. Plusieurs causes sont à l'origine de l'inflation et en voici celles qui sont souvent admises :

1.5.1 L'inflation par la demande :

L'inflation par la demande désigne l'augmentation de niveau générale des prix, qui résulte d'une demande globale supérieure à l'offre globale. L'inflation par la demande désigne l'augmentation du niveau général des prix qui résulte d'une demande globale supérieure à l'offre globale (l'ensemble des biens disponibles, évaluées aux prix courants) ; l'égalité entre valeur des ventes et valeur des achats est cependant une propriété des échanges (c'est une contrainte). Les quantités de biens et la dépense globale étant données, seules les modifications des prix peuvent assurer la réalisation de la contrainte Offre=Demande.

Ainsi, L'inflation par la demande peut également provenir d'un surcroît de dépenses des ménages qui préfèrent consommer qu'épargner. S'ils déséparent, la demande de biens et services accrue peut alimenter l'inflation. Là également, la plus ou moins forte élasticité de l'offre ; ainsi que l'élasticité des importations peuvent accroître les tensions inflationnistes, Si

¹³ GREGORY MANKIWI, 2003, « macroéconomie » traduction de la 5^{ème} Edition américaine par Jean HOUARD 3^{ème} Edition

¹⁴ Gregory Mankiw, 2003, « macroéconomie », 3^{ème} édition de Boeck université S.A , page 38.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

la demande augmente plus vite que l'offre des biens, les prix augmentent de par la rareté des produits¹⁵.

Offre globale = Demande globale

$Y+M=C+I+G+X$

Y : revenue

C : consommation

M : importation

I : investissement

G : dépense public

X: exportation

Donc, l'inflation de la demande peut se trouver sa source par l'augmentation d'une des composantes de la demande globale. Selon Jean François-Goux 1998, il parle d'inflation par la demande ; lorsque globalement la demande de produit excède durablement l'offre sur les marchés.

L'excès de demande peut avoir plusieurs origines : accroissement des dépenses publiques avec déficit budgétaire , accroissement des dépenses de consommation des ménages dû à une hausse des salaires ou au développement excessif du crédit et aussi l'accroissement des dépenses d'investissement des entreprises financées par le crédit bancaire ; ainsi que l'insuffisance de l'offre peut résulter de différents facteurs : le plein emploi, l'absence des capitaux, insuffisance des stocks et blocage des importations¹⁶.

1.5.2 Inflation par les coûts :

Ce type d'inflation est expliqué par l'augmentation des coûts des facteurs de production (travail et capital). On distingue ainsi l'inflation par les coûts du facteur travail (l'inflation par les salaires) et l'inflation par les coûts du facteur capital (l'inflation par les profits).

¹⁵Gregory MANKIW, (2003), « *macroéconomie* » traduction de la 5^{ème} édition américaine par Jean. HOUARD 3^{ème} édition.

¹⁶ Jean François-Goux « inflation désinflation déflation » op cit p41.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

« Samuelson P.A et Norhaus W.D. 18^{ème} édition » définissent l'inflation par les coûts, comme étant l'inflation qui apparaitre par la suite de la hausse des coûts au cours des périodes de chômages importation et d'utilisationralentie des ressources. Il peut s'agir de l'augmentation des coûts liés à l'augmentation des salaires par exemple où le prix d'autres inputs suite par exemple à l'augmentation de droit de douane si les inputs sont importés destiné à l'environnement externe¹⁷.

1.5.2.1 Inflation par les salaires

Une hausse des salaires entraine une augmentation des coûts des entreprises : c'est le cas lorsque les salaires augmentent plus vite que les gains de production. Les chefs d'entreprises peuvent absorber cette augmentation par une amélioration de la production (production supérieure obtenue avec les mêmes facteurs de production) ou par une diminution de leurs profits, mais la plupart de temps, ils choisiront une troisième solution, la plus facile, répercuter la hausse des salaires sur leurs prix. La croissance des salaires et des prix est la manifestation caractéristique de l'inflation salariale, du fait cette hausse, les ménages

bénéficient d'une augmentation de leurs revenus ce qui leur permet d'accroitre leur demande de biens de consommation.

1.5.2.2 Inflation par les profits :

L'inflation par les profits résulte de l'augmentation des marges bénéficiaires des entreprises en dehors de toute croissance de la demande globale ; il s'agit notamment des entreprises en situation de monopole ou d'oligopole qui ont le pouvoir d'augmenter leurs prix de vente¹⁸.

1.5.3 Inflation importée

On appelle inflation importée, c'est l'inflation qui provient d'un autre pays par le biais des importations ; l'exemple le plus frappant est celui de la hausse du prix des matières première et particulièrement celui du pétrole. S'il y a une augmentation des prix d'un bien importée, cette augmentation aura une incidence inflationniste sur le pays importateur.

« L'inflation peut avoir des causes initiales extérieurs (par exemple, une évaluation de la monnaie nationale engendre une hausse des prix des produits importés) mais très vite ces

¹⁷Thérodore Nielsen WitanemeMusombwa, 2007 , « impact du déficit budgétaire sur l'inflation en RDC »mémoire de licence , université libre des grands lacs ULPGL.

¹⁸ Bernier bernarerd S Y , 1986, « initiation à la macroéconomie : manuel concret de 1^{er} cycle » 2^{ème} édition ,paries ,p 272.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

causes extérieures se transmettent aux mécanismes intérieurs, si vite que l'inflation importée se transforme en une inflation classique»¹⁹.

1.5.4 Inflation par la monnaie

L'inflation monétaire, est déterminée par la croissance de la masse monétaire ajustée à la croissance réelle de l'économie. L'inflation par la monnaie suggère que le niveau général des prix résultait d'une émission de monnaie trop importante. Selon (Milton Friedman 1972), qui définit l'inflation par la monnaie comme : « la cause de l'inflation est partout est toujours la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de production ». La justification de cette idée repose sur la théorie quantitative de la monnaie ($MV=PT$). Cette équation souligne qu'une augmentation de la monnaie provoque de façon mécanique une hausse de niveau des prix²⁰.

1.6. Les conséquences de l'inflation

Dans l'ensemble, les effets positifs de l'inflation ont été jugés moindres que les effets négatifs.

1.6.1 Les effets positifs de l'inflation

Le renforcement des exportations, la libération des débiteurs et la reprise de l'économie sont trois facteurs explicatifs des effets positifs de l'inflation.

- **Renforcement des exportations** : sous conditions l'inflation stimule l'exportation, en effet la monnaie nationale étant devenue faible par rapport aux devises, les exportateurs renforcent leur capacité d'exporter ; soit pour sauvegarder le niveau de devises, soit pour disposer d'une quantité plus importante de monnaie nationale aux fins de transaction et de spéculation.
- **Libération des débiteurs** : l'inflation libère les débiteurs dans le cas où les dettes ont été contractées et libellées en monnaie nationale. Les créanciers et financiers seront remboursés dans une monnaie dont la valeur a diminué. Si, par contre, les emprunts sont en devises, leur poids pèse plus lourd sur les budgets des débiteurs.

¹⁹ Bernier Bernard, SY, 1986, « initiation à la macroéconomie manuel concret de 1^{er} cycle » 2^{ème} édition, Bordas, paries, p 272.

²⁰ Beaud. A, 2005, « les déterminants de l'inflation en France » édition 1972.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

- **Reprise de l'économie** : l'inflation peut provoquer la reprise d'une économie stagnant. Cela est possible lorsque les agents économiques, notamment l'état :
 - Les mesures visant à augmenter la quantité des biens réels pour contrebalancer l'expansion monétaire ou l'accélération de la vitesse de sa circulation ;
 - Le renforcement de l'offre des facteurs de production à meilleur marché ou remplacement des facteurs traditionnels par des nouveaux ;
 - Un accroissement des exportations et rapatriement des devises²¹.

1.6.2 Les effets négatifs de l'inflation

- L'inflation favorise l'économie d'endettement ;
- La détérioration de la compétitivité-prix des produits des pays ;
- Détérioration de la balance commerciale qui en résulte déprécie la monnaie du pays ;
- La pénalisation du commerce extérieur ;
- L'inflation est un facteur d'incertitude économique ;
- L'inflation redistribue les revenus et le pouvoir d'achat au détriment de tous ceux dont les revenus plus vite que les prix,
- L'inflation est un moyen pour les entreprises moins compétitives qui freinent le progrès économique²².

Section 02 : les différentes théories économiques de l'inflation

Il existe de nombreuses théories à fondement réel, les économistes visant à expliquer l'inflation grâce à des mécanismes réels tels que la demande, l'offre ou les structures économiques et les théories à fondement monétaire, à savoir les théories monétaristes. Nous compléterons cette présentation, par une vision plus originale de l'inflation.

2.1 L'approche monétariste

Pour les monétaristes, l'inflation est un phénomène purement monétaire. Leur raisonnement par une équation quantitative de la monnaie qui exprime le lien entre les transactions et la masse monétaire.

²¹FEKMAR Hayat Melle FERROUK Fatima. Op. Cit. p 15.

²² Goux Jean. François. Op. Cit. p 72.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

Le précurseur de la théorie quantitative de la monnaie est incontestablement Jean BODIN (1568) qui attribuait la hausse du niveau général des prix au XVI^{ème} siècle en Europe à l'afflux des métaux précieux d'Amérique. Mais la première formulation de la théorie quantitative de la monnaie est due à l'économiste américain Irving FISHER (1911).

2.1.1 La formulation de Fisher

Fisher a formulé la théorie quantitative de la monnaie de la façon suivante :

$$MV=PT$$

OU :

- M : quantité de monnaie en circulation dans une économie à une période donnée.
- V : vitesse de circulation de la monnaie (nombre d'achats moyen réalisés par une unité monétaire au cours d'une période donnée)
- P : niveau général des prix
- T : volume des transactions effectuées dans une économie (quantité des biens et services produit par an dans une économie à une période donnée)

La théorie de Fisher est basée sur 2 hypothèses :

- La vitesse de circulation de la monnaie est constante à court terme (ceci peut s'expliquer par le fait que les habitudes de paiement des agents dans leurs échanges ne changent pas sensiblement à court terme).
- Le volume des transactions (T) est constant (car Fisher raisonné en situation de plein emploi des facteurs de production, d'où un volume T est optimal).

L'aide fondamentale à la base de toute la théorie monétariste est : si V est constant, c'est-à-dire si les habitudes de paiement ne varient pas à court terme dans un pays donné, il y a neutralité monétaire.

V étant donnée, s'il y a proportion, c'est que la hausse de M se retrouve dans la hausse de P, ce que l'on a constaté au XVI^{ème} siècle effectivement. Dans ce cas T n'a pas bougé : les transactions sont choisies indépendamment de la quantité de monnaie. Il y a neutralité de la monnaie. C'est le voile monétaire : la variation de MV fait varier P, mais en réalité rien n'a changé dans l'économie réelle.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

2.1.2 La formulation de Marshall et Pigou

C'est Alfred Marshall de l'école de Cambridge qui, en 1923, a transformé la simple écriture comptable de Fisher en une fonction de demande de monnaie de la forme suivante :

$M=K PY$ (équation de Cambridge)

Dans cette équation :

- P : le niveau général des prix
- M : l'encaisse monétaire nominale, autrement dit la trésorerie que les individus souhaitent détenir (c'est pourquoi on parle de demande) ;
- Y : le revenu réel et le coefficient K traduit la préférence pour la liquidité des agents économique ;
- Cette équation fait du niveau général des prix, la résultante, pour une certaine production, de l'offre de monnaie et de la demande de monnaie représentée par le coefficient K.

(**Friedman**, 1970) stipule que: « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, c'est-à-dire que la hausse du prix (p) ne vient que la hausse de la quantité de monnaie en circulation (M) ». **Friedman** admet une inflation de la politique monétaire sur la production à court terme et se démarque d'un quantitativisme pur. Une offre de monnaie plus large joue sur la dépense par les biais des réallocations de portefeuille .Cependant, son incidence portera de plus en plus exclusivement sur le niveau d'inflation, les agents tendant à réagir à travers leurs anticipation adaptatives en augmentant leurs prix plutôt que leur offre de produits ou de travail. A long terme, le volume de la production et de l'emploi, ne dépend que de facteurs réels. L'inflation quant à elle est « toujours et partant un phénomène monétaire ».

La demande de monnaie étant stable, l'inflation ne peut résulter que d'un excès dans la création monétaire²³.

2.2. L'Approche keynésienne :

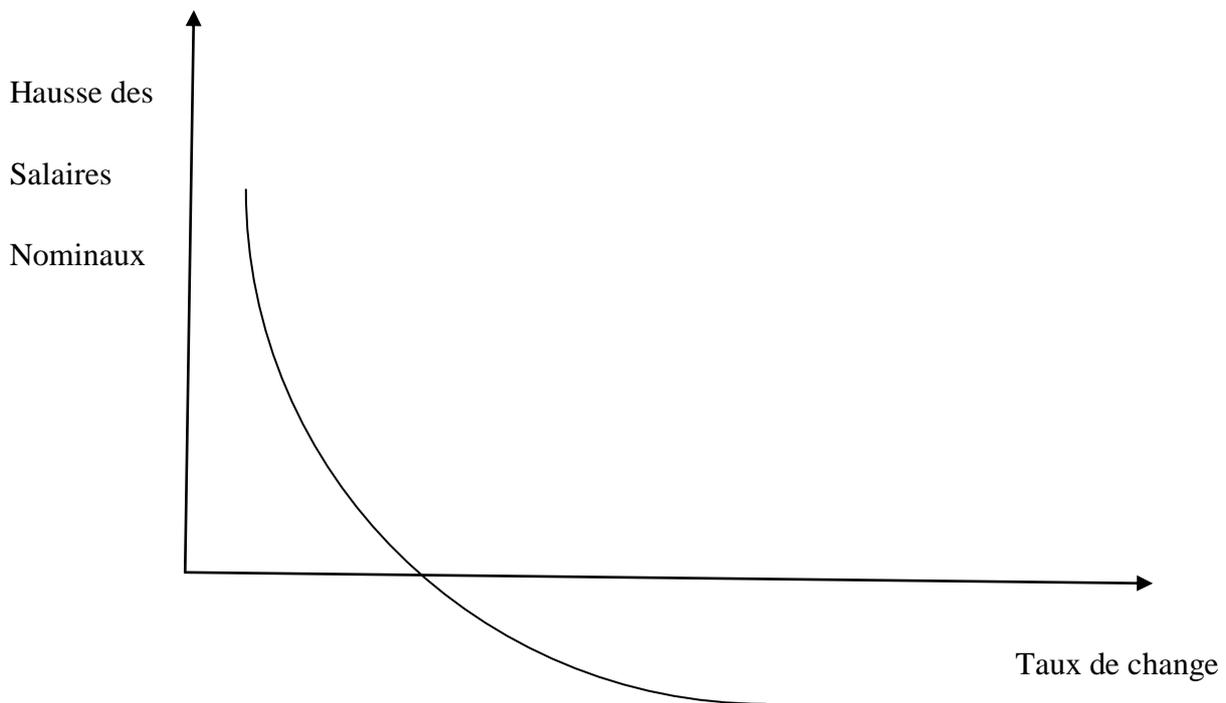
Keynes sembla marquer un coup d'arrêt définitif à la théorie quantitative de la monnaie, lorsqu'il montra qu'en situation de sous-emploi l'offre de monnaie était l'une des variables susceptibles d'affecter les variables réelles du revenu et de l'emploi. Ainsi, l'argumentation

²³Mishkin F, 2007, « monnaie, banque et Marché financière » 8^{eme} édition Pearson Education, paris, p 65.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

de l'offre de monnaie ne se traduit pas par une hausse proportionnelle du niveau général des prix, mais par un accroissement de l'emploi et du revenu, la dichotomisation perdait tout son sens, et les prix monétaire plus un retour en plain-emplois.

Figure 1: la courbe de Phillips



Source : Alain Beitone, Antoine Cazorla, Christine Dollo et Anne –Mary Draï, 2007, « Dictionnaire des sciences économique » 2^{ème} édition, paris.

En effet, selon cette courbe, une relance monétaire se partage entre un effet prix (inflation) et un effet quantité (la hausse de la production). L'importance de l'effet prix par rapport à l'effet quantité dépend du taux de chômage de départ : si le taux de chômage est élevé, la relance monétaire se traduit essentiellement par une augmentation des quantités ; à l'inverse, si le taux de chômage de départ est faible.

D'après Keynes et ses disciples, l'inflation économique serait donc positive, et l'intervention de l'Etat justifiée. En effet, une politique monétaire ou budgétaire expansionniste se caractérise par une hausse des dépenses visant à accroître l'activité économique : il y a plus de liquidité ou monnaie en circulation, donc inflation (plus la monnaie est abondante, moins elle a de valeur et plus les prix augmentent).

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

Donc pour les keynésiens, l'inflation n'est pas un mal en soi dont la courbe de Phillips établi une corrélation négative (relation inverse) entre l'inflation et le chômage.

La théorie keynésienne eu court tout au long des « Trent Glorieuses », période économique la plus prospère que le monde n'ait jamais connu.

Mais, les années 70 connaissent une période d'inflation et de chômage, connue sous le nom de 'stagflation' « cette expression, est la contraction de stagnation et d'inflation, désigne une situation particulière dans une économie caractérisée simultanément par un niveaux élevé d'inflation » ; or d'après la théorie keynésienne, il ne peut y avoir à la fois inflation et chômage. Il convient donc de trouver de nouvelles explication. C'est dans ce contexte qu'interviennent les néo-classiques²⁴.

2.3 L'approche néo-classique

Contrairement aux keynésiens et aux néo-keynésiens qui soutiennent que la politique monétaire peut être utilisée pour doper la production, les nouveaux classiques pensent que la monnaie n'a pas d'inflation dans la sphère réelle même à court terme comme l'admettent les monétaristes. Il faut donc mener une politique monétaire rigoureuse de long terme à même de combattre efficacement l'inflation.

Dans l'analyse des nouveaux classiques, le rôle des anticipations est central dans l'inflation cependant, un débat existe sur la question de savoir ; si les anticipations sont adaptatives ou rationnelles²⁵.

Selon l'hypothèse d'anticipation adaptative que défend Friedman (chef de file des monétaristes), les gens constituent leur anticipation relative au prix en se référant à la valeur récemment observées des prix. Il y aurait donc une inertie dans l'inflation, venant du influencent les prix qu'attendent les agents économique. L'implication de cela, est que l'inflation ne peut que changer lentement d'année en année selon le degré de crédibilité de la politique budgétaire et monétaire.

Pour des auteurs comme Lucas (chef de file des nouveaux classique) et Sargent 1982, les anticipations adaptatives sont trop simples pour s'appliqués à plusieurs circonstance.

²⁴Thorn R.S, Bernard. R, 1976 « *économie rurale 113* » l'état des théories de l'inflation devant l'inflation des théories, 3numéro, p 3-1

²⁵ MEON P. G (2010- 2011) « Introduction à la macroéconomie » université libre de Bruxelles, p141.

Chapitre I : le concept de base de l'inflation et la théorie économique

Selon cette hypothèse, les agents économiques utilisent de manière optimale, toute l'inflation disponible, y compris l'inflation sur les politiques actuelle et prospectives, pour prévoir les prix. L'inertie de l'inflation n'est qu'apparente : en fait ce sont des politiques budgétaires et monétaires inadéquates qui entretiennent la dynamique de l'inflation. Si ces politiques prennent fin, cette dynamique s'arrêtera d'elle-même et les agents feront des anticipations correctes.

L'histoire économique nous enseigne la plausibilité de ces deux hypothèses. Ainsi, dans les études empiriques, les économètres proposent des modèles pouvant intégrer aussi bien les anticipations rationnelles que les anticipations adaptatives. La validation des hypothèses dans ce cas, dépend de valeurs –clefs des paramètres du modèle²⁶.

A la différence des keynésiens les néo-classique supposent que les agents économiques sont rationnels et tiennent compte du niveau d'inflation dans leur calcul de rentes et salaires ; ils considèrent donc leur revenu comparable à la l'augmentation du niveau général des prix. Les entreprise enregistrent une hausse de leurs coûts de production et sont amenés à licencier : il peut y avoir alors l'inflation et le chômage.

Conclusion :

L'inflation est un phénomène complexe qui touche le monde entier, il est un sujet triser délicat, qui fait que plusieurs théories sont avancées pour expliquer sa nature, et ses causes et ses conséquences, il est considéré comme un phénomène macroéconomique, il se traduit par une hausse générale des prix et par une dépréciation de la monnaie, elle touche tous les secteurs de l'économie , elle engendre des déséquilibre sociaux et la diminution de pouvoir d'achat. Ainsi, elle influence sur la demande et l'offre globale. Les monétaristes suggèrent que la masse monétaire est toujours à l'origine de l'inflation, de ce fait l'inflation reste une clé pour les chercheurs.

²⁶ MEON .P. Guillaume, 2010-2011, « *introduction a la macroéconomie* »Université libre de Bruxelles .Op cite. p 141.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

Introduction

L'économie de l'Algérie traitée de la situation économique conjoncturelle et structurelle du pays. Depuis l'indépendance en 1962, l'Algérie a lancé de grands projets économiques pour mettre en place une assise industrielle dense. Cependant, en dépit des réalisations importantes engagées (routes, usines, métro Etc.), L'économie algérienne est passée par divers stades de turbulence.

Dans les années 1980, L'économie algérienne a connue des difficultés importants .En effet, le contre choc pétrolier de 1986 a porté un coup dur à une économie quasiment rentière, C'est la période des plans anti-pénurie et de stabilisation. Au début des années 1990, L'Algérie a engagé des réformes structurelles concrétisent ainsi le passage à l'économie de marché.

En 2012 l'économie algérienne demeure très fortement dépendante de la rente des hydrocarbures, qui représentent la principale source de revenus du pays, sans être parvenue à se diversifier et à mettre en place une industrialisation compétitive au niveau international, Le rapport 2017 du cabinet de conseil et d'intelligence économique Oxford Business Group (OGB) sur l'Algérie, met l'accent sur les efforts consacrés par le pays pour renforcer et diversifier son économie sur fond de chute des prix du pétrole. Ce rapport évoque la contribution croissante du secteur privé dans le PIB, en particulier du rôle des petites et moyennes entreprises (PME) soutenues par de nouvelles mesures ; ainsi que le secteur des services financiers, qui a connu des évolutions positives telles que l'instauration du paiement en ligne.

Ce chapitre est consacré à l'étude des variations en Algérie. On penche dans la première section sur l'évolution de l'inflation en Algérie depuis 1980 jusqu'à 2018, et on interroger sur les déterminants de l'inflation en Algérie, la deuxième section traite sur l'évolution de la politique monétaire en Algérie .

Section 01 : Etude et l'évolution de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018

L'économie algérienne durant la période 1962-1971 est marquée principalement par la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la création d'entreprise publiques, ainsi que la mise en place d'un processus de planification centralisé, la création d'une structure industrielle ainsi que le parachèvement des institutions publiques. L'année 1966 a été marquée par la nationalisation des mines et des compagnies d'assurance étrangères et la signature

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

d'accords de coopération avec la France, tandis que l'année 1971 a été marquée par la nationalisation des hydrocarbures avec l'acquisition par l'Etat de 51% des avoirs des sociétés pétrolières française présentes en Algérie.

Dans cette section, on présentera l'évolution de l'inflation depuis l'indépendance de l'Algérie 1962 jusqu'à 2018, nous avons distingué en trois période ; la première allons de 1962 à 1980, la deuxième est de 1980 à 1990 et la troisième est de 2001 à 2018 qui seront représentées par trois graphique.

1.1L'inflation depuis l'indépendance jusqu'à 1980

Au lendemain de l'indépendance, les autorités algériennes ont adopté un modèle de croissance socialiste axé sur la planification centralisée ou les prix étaient fixés par l'état, cette fixation était prise en charge par un système de régulation et d'allocation des ressources ce qui a maintenu artificiellement l'inflation à un niveau raisonnable et par conséquent il a permis la stabilisation du pouvoir d'achat de la population

Durant de cette période, l'intervention de l'administration s'opérait sur les trois niveaux des prix a savoir :

- **Les biens importés :** qui étaient déterminés dans le but de protéger la production nationale. Si le prix d'achat d'un bien importé était inférieur au prix du produit local, l'importateur doit verser la différence compensatoire au trésor. Par conséquent, l'inflation importée, dans un contexte de taux de change fixe, est inévitable du moins pour les biens de consommation importés et redistribués sur le marché national.
- **Les prix industriels et services locaux :** leurs prix étaient soumis à deux régimes, le premier institué en 1966 faisait dépendre la fixation des prix à la production d'une décision du Ministère du commerce, pour le deuxième date de 1968, il bloque tous les prix industriels à la production et des services à leurs niveaux du 1^{er} janvier 1968.

Deux dérogations au principe du blocage sont acceptées : en cas de des droits de douane ou des taxes indirectes.

Ensuite, les prix de détails et de gros sont calculés sur la base des prix de production (homologués ou bloqués) majorés des marges centralisées fixées en valeur fixe ou en valeur absolue.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

- **Les prix agricoles** : les prix à la production et à distribution des fruits et légumes des secteurs autogérés et coopératifs publiés tous les quinze (15) jours par une commission de wilaya.

Ainsi, durant cette période, le taux d'inflation était plus modéré grâce

Aux efforts des autorités algériennes pour maintenir la stabilité des prix.

En 1975, l'Algérie a adopté une politique de détermination de prix sur la base du prix de revient ; l'indice des prix à la production industrielle ayant connu une augmentation.

Le taux moyen d'augmentation des prix de la production industrielle passait de 4% entre 1969-1974 à 11 % entre 1975-1980, celui de la production agricole passait de 13% entre 1969-1974 à 31% entre 1975-1980. Cette tendance persistera durant l'année 1980 où le taux d'inflation annuel s'établissait approximativement à 9%.²⁷

1.1.1 Evolution de l'inflation durant la période 1980 à 1990 :

Au début des années 1980, l'économie algérienne commence à être restructurée, et l'aggravation de la crise économique en Algérie à la suite du choc pétrolier dès 1986. La baisse régulière du prix du brut amorcée à l'année 1985 s'accélère brutalement en 1986. Le niveau des prix atteint son plancher et dévoile brutalement les dysfonctionnements structurels de l'économie algérienne. La chute des prix du pétrole de 40% réduit à néant les illusions de puissance du potentiel industriel algérien et révèle la dépendance et la fragilité d'un système construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures, Et 1985 à 1987, les prix des hydrocarbures a été baisser a eu des conséquence sur le plan social et économique du pays .La crise politique de 1988, c'est le résultats des élections de 1991 et leur annulation plongèrent le pays dans une période très difficile d'insécurité et de désordre économique du FMI et les mesures qui lui sont associées ont renforcé l'urgence des réformes.²⁸

²⁷http://WWW.mémoireonline.com/12/07/787/m_essai-modalisation-inflation-algeri3.html

²⁸<http://Fr.m.Wikipedia.org>

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

1.1.2 Evolution de l'inflation durant la période 1991 à 2000 :

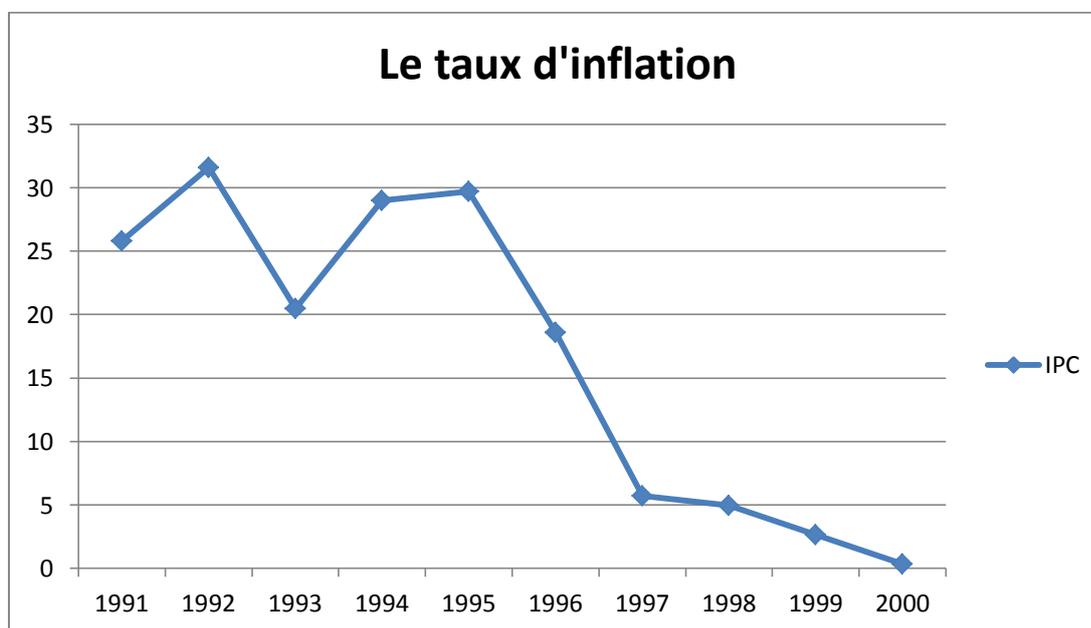
Durant la décennie 1990, l'économie algérienne a été caractérisée par une chute de la monnaie nationale et une forte inflation, a eu des implications profondes au plan de la conduite de la politique économique monétaire malgré qu'elle a affiché des réformes du financement de l'économie.

Tableau 1: évolution annuelle de taux d'inflation en Algérie de 1991 à 2000

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
IPC	25,8	31,6	20,5	29,0	29,7	18,6	5,73	4,95	2,64	0,34

Source : Réalisé par nos partir des données de l'Office Nationale des statistiques (ONS)

Figure 2: évolution annuelle de taux d'inflation en Algérie de 1991 à 2000



Source : Elaboré par nos à partir des données de l'ONS

D'après la figure N°02 et le tableaux N°1: représente l'évolution annuelle de l'inflation en Algérie de 1991 à 2000 OÙ nous remarquons que c'est en 1992 que l'Algérie enregistre le plus haut niveau d'inflation (31,6%) et c'est en 2000 qu'elle enregistre le plus bas niveau (0,34%) et la différence en pourcentage enregistré entre le plus haut et le plus bas niveau de 31,6%

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

nous constatons que l'Algérie a connu durant la période 1990 à 1996 une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passant de 16,7% en 1990 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de 31,66% en 1992 où l'Algérie a connu le plus haut niveau d'inflation l'indépendance.

On peut expliquer cette hausse par deux facteurs ; une accélération du processus de libéralisation des prix, amorcé en 1989, faisant passer 85% des prix au régime libre, et une forte dévaluation du dinar algérien survenue pour contrer la détermination des termes de l'échange qui a engendré un renchérissement des produits importés.

La situation économique de l'Algérie s'est gravement détériorée en 1994, et les déséquilibres macroéconomiques ont persisté à cause de la baisse importante des prix du pétrole, ce qui a conduit les autorités algériennes à mettre en place un programme d'ajustement structurel appuyé par le Fonds Monétaire International (FMI).

Dans ce contexte l'Etat amené à améliorer sa situation économique et à laisser tomber le système de réglementation des prix en avril 1994, pour la libéralisation des prix ; cette suppression du contrôle sur les marges bénéficiaires a touché la majeure partie des produits de base sauf le sucre, les céréales, les huiles comestibles et les fournitures scolaires. La réglementation des prix est maintenue uniquement pour les trois denrées alimentaires de base à savoir : la farine, la semoule, et le lait.

L'élimination des subventions pour les produits alimentaires et énergétiques a engendré une augmentation de leurs prix à raison de 100% entre 1994-1995 et de 60% entre 1995-1996.

Sous l'effet de la libéralisation des prix et de la deuxième dévaluation du dinar. Le taux d'inflation s'est envolé à 38,4%. Mais il n'a pas tardé à chuter à 21,9% fin 1995 pour se stabiliser autour de 5% en 1998 et en 1999 et encore en 2000, il est à noter qu'il n'a pas dépassé les 5% jusqu'à nos jours.

La tendance à la maîtrise de l'inflation s'explique par :

- ❖ Une austérité budgétaire : le solde budgétaire global exprimé en pourcentage du PIB a atteint un excédent de 10% en 2000 contre un déficit de 8,7% en 1994, ce qui a largement contribué à comprimer la demande globale.
- ❖ Une politique de revenus rigoureuse : les salaires ont diminué de 30% en termes réels au cours de la période 1993-1996. En outre, l'absence de mécanisme d'indexation généralisée a largement limité l'inflation.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

Cette stabilité des prix est le fruit du programme d'ajustement structurel appuyé par le FMI et qui a comme objectif de stabiliser les prix à un niveau comparable à celui des partenaires commerciaux.²⁹

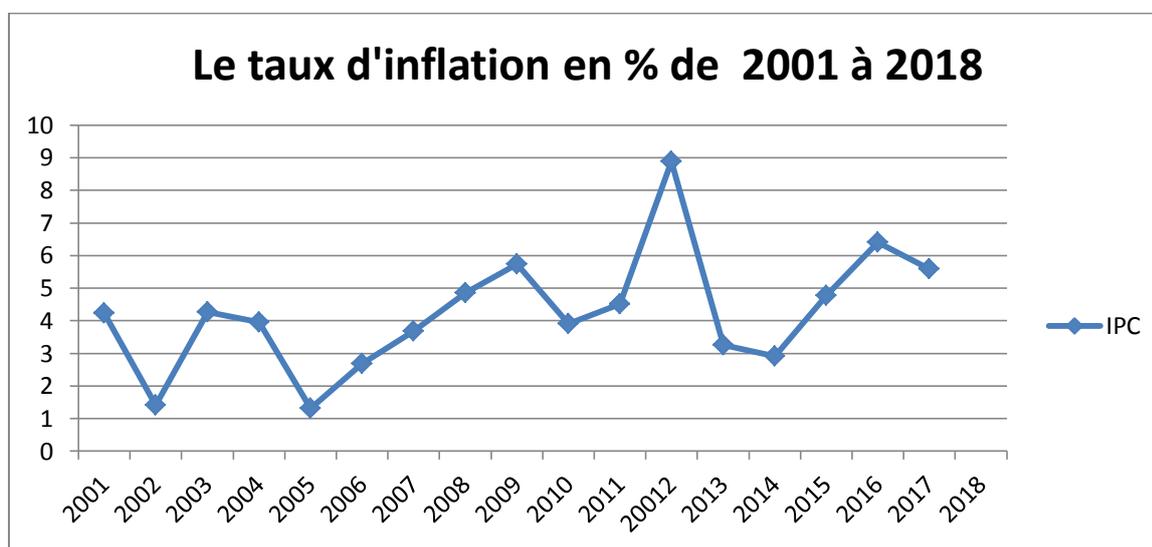
1.1.3. Evolution de l'inflation durant la période 2001 à 2018

Tableau 2:l'évolution annuelle de taux d'inflation en Algérie de 2001 à 2018

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
IPC	4,23	1,42	4,27	3,96	1,38	2,31	3,68	4,86	5,74
Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
IPC	3,91	4,52	8,89	3,25	2,92	4,78	6,40	5,59	4,27

Source : Elaboré par nous à partir les données de la Banque Mondial

Figure 3: l'évolution annuelle de taux d'inflation de 2001 à 2018



Source : Elaboré par nous à partir des données de la banque mondiale

D'après la figure N °03 et le tableau n°2 ci jointe en remarque que l'inflation en 2001 a connu une hausse de 4, 23% par rapport a l'année 2000 qui de 0, 34 à cause de l'augmentation des salaires de la fonction publique associée au relâchement des politique fiscales et monétaire

²⁹Histoire économique de l'Algérie depuis l'indépendance

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

L'année 2003 a été caractérisée par la hausse des prix internationaux des produits agricoles, résultats de la contraction de l'offre mondiale d'une part et l'explosion de la demande sur les marchés internationaux dont l'Algérie n'a arrive à couvrir que 35% de ces besoins alimentaires par sa production nationale

Le rythme moyen annule de l'inflation s'est considérablement ralenti en 2005 par rapport à celui de 2004 3,96% et celui de 2003 4,26 %. La bonne tenue des prix s'est bien confirmée en 2005, avec un rythme qui est baisse à 1,6% en moyenne annuelle et 1,7% en glissement, reflétant des politiques budgétaires et monétaires prudentes ³⁰

A partir de l'année 2006, l'inflation en Algérie résulte essentiellement de l'augmentation des prix du groupe « alimentation ». Les produits alimentaires industriels (26,2% dans la part des dépenses des ménages) n'ont contribué significativement à l'inflation qu'en 2007et 2008 en raison de l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires de base importé.³¹

En 2010, la progression des prix des produits alimentaire frais c'est nettement ralentie mais la tendance de l'inflation hors produit alimentaire est à la hausse, et le taux d'inflation s'était établi à 3,91% en fonction des alimentations.

Si le taux d'inflation annuel moyen a baissé à 3,91% en 2010, l'année 2011 a été marquée par un choc des prix intérieurs de certain produit de base au début d'année, débouchant sur une nouvelle tendance à la hausse des prix à la consommation au second semestre. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est ainsi passé de 3,49% à juin 2011, à 4,20% à octobre et 4,52% à décembre 2011³²

En 2012 le taux d'inflation en Algérie a atteint 8,89% contre 4,5% en 2011, a-t-on appris auprès de l'Office National des Statistique (ONS). Cela est dû à une hausse relativement important des prix des biens alimentaire 12,22%, avec notamment 21,37% pour les produit agricole frais et 4,67% pour les produits alimentaires industriels, explique l'Office. Les produits manufacturés ont également augment passant de 5,51 en 2011 à 6,60%, alors que ceux des services ont évalué de 3,28% à 5,02% en 2012.

Après le choc de 2012 qui a vu l'Algérie enregistre une hausse des prix à la consommation supérieure à 5% depuis 1998, l'inflation devrait être en baisse en 2013 pour se

³⁰Hossein et Sami SATOUR et DIAF, 2007, « essai de modélisation de l'inflation en Algérie », INPS Alger

³¹Banque d'Algérie, 2011 « évolution économique et monétaire en Algérie », rapport de 2010, p 31.

³²Banque d'Algérie 2013, « De l'amélioration de la circulation fiduciaire en 2012 et 2013 », communication, Alger.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

situer autour de 4% à 5%, a déclaré M .LAKSACI à la presse en marge d'une réunion sur la stabilité financière dans les pays arabes.³³

Après une forte inflation enregistrée en 2012, la plus élevée de la décennie, l'année 2013 a été marquée par une désinflation ample et rapide .La hausse des prix a retrouvé un rythme beaucoup plus modéré, compatible avec l'objectif de moyen terme en la matière. L'inflation annuelle moyenne en 2013³⁴.

L'inflation en 2014 continue à être essentiellement endogène. Les produits à fort contenu d'import, de point relatif 26%, contribuent négativement à la croissance de l'indice annuel moyen des prix à la consommation³⁵.

La désinflation significative des années 2013et 2014 s'est interrompue en 2015. En rythme annuel moyen, l'inflation est de nouveau croissante, atteignant 4,4%pour l'indice des prix à la consommation national et 4,78% pour celui du Grand Alger, en hausses respectives de 0,6 et 1,9 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

En 2015, les produits à fort contenu d'import, avec un poids relatif de 23,4%, contribuent à hausse de 7,2% à la croissance de l'indice annuel moyen des prix à la consommation.³⁶

En 2018, le rythme annuel moyen de progression de l'indice des prix à la consommation s'est de nouveau ralenti. Le rythme de hausse de l'indice national a atteint 3,5% et celui du grand Alger 4,27% en recul de 2,4 point de pourcentage et de 1, 3 point respectivement par rapport à 2017 qui de 5,59%

L'inflation des prix à la consommation des biens à fort contenu d'import, en décélération depuis mai 2017, a atteint, en moyenne annuelle 2,3% en 2018 contre 4,8%en 2017, tandis que les prix des produits réglementés ont progressé de 2,8 point de pourcentage en une année pour atteindre 4,1% après une année de forte désinflation de 6,40 en 2016³⁷.

³³Banque d'Algérie 2013, « évolution économique et monétaire en Algérie » rapport 2012.

³⁴Rapport de la Banque d'Algérie 2013, P 30.

³⁵Rapport de la Banque d'Algérie, 2014, p 35.

³⁶Rapport de la Banque d'Algérie, 2015, p32.

³⁷Rapport de la Banque d'Algérie, 2018, p 20 et 26.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

1.2. Etude des déterminants de l'inflation de 1980 à 2018

D'après notre étude de l'évolution de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018 nous avons constaté qu'il existe plusieurs facteurs fondamentaux d'inflation qui se sont conjugués pour pousser à la hausse des niveaux généraux des prix :

- _ La forte croissance de la masse monétaire (M2)
- _ La croissance de produit intérieur brute (PIB)
- _ Le taux de change (TCH)

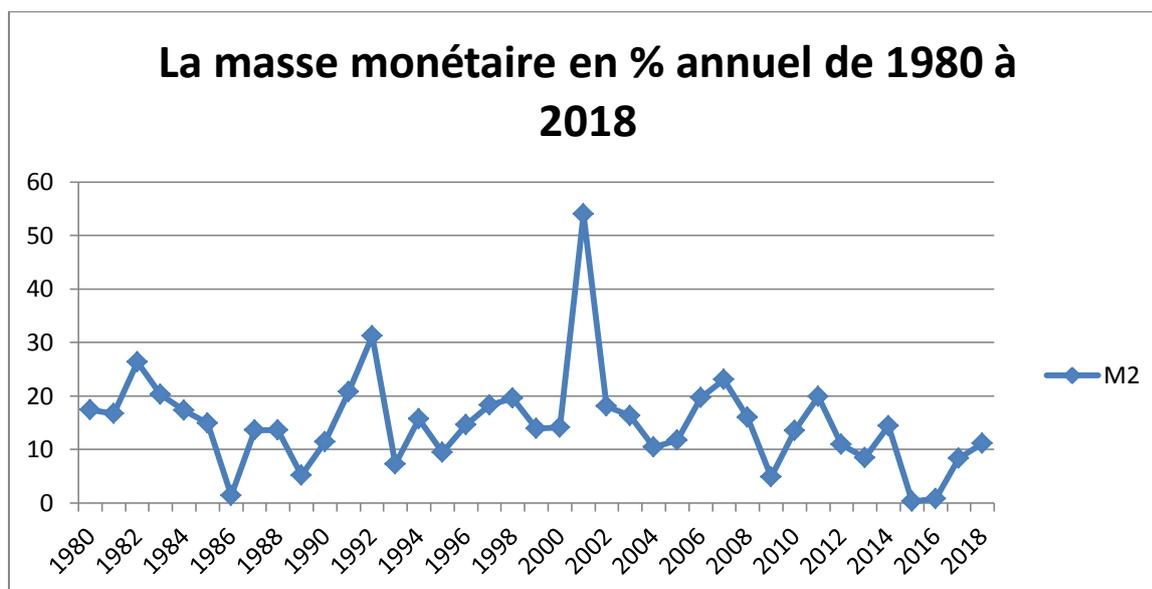
1.2.1- La croissance de la masse monétaire (M2)

La masse monétaire correspond à la quantité de monnaie (fiduciaire et scripturale) circulant dans une économie à un moment donné. Dans la zone euro, cette masse est évaluée, pilotée et réglementée par la banque centrale européenne (BCE)³⁸, elle comprend les actifs liquides qui sont susceptibles d'être convertis immédiatement en monnaie sans risque sensible en capital et qui donc représentent des moyens de paiement potentiels réalisables, sans effet de moins-value ou de plus-value. La décomposition de la masse monétaire en agrégats, M1, M2, M3 est fondée sur la plus ou moins grande facilité de conversion en monnaie stable de ces actifs par agents non financiers. La classification actuelle des éléments de la masse monétaire ne renvoie donc plus comme les classifications antérieures à 1986 au statut constitutionnel bancaire ou non bancaire des intermédiaires financiers émetteurs mais au comportement monétaire et financier des agents non financiers.

³⁸<http://WWW.Capital.Fr/economie-politique/masse-monetaire> Consulté le 08/04/2022

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

Figure 4: évolution de la masse monétaire en Algérie de 1980 à 2018



Source : Elaboré par nous à partir des données de la banque mondiale

D'après la figure N°4 : En Algérie, l'expansion de la masse monétaire a été le principe déterminant de l'inflation durant les 2000 et 2012 ; lors de la journée d'études sur l'inflation, les responsables de la Banque d'Algérie ont observé que le modèle économique des déterminants de l'inflation élaboré par leurs services indique qu'en moyenne, sur la décennie 2000- 2010, l'augmentation de la masse monétaire détermine près de 62% de l'inflation en Algérie.

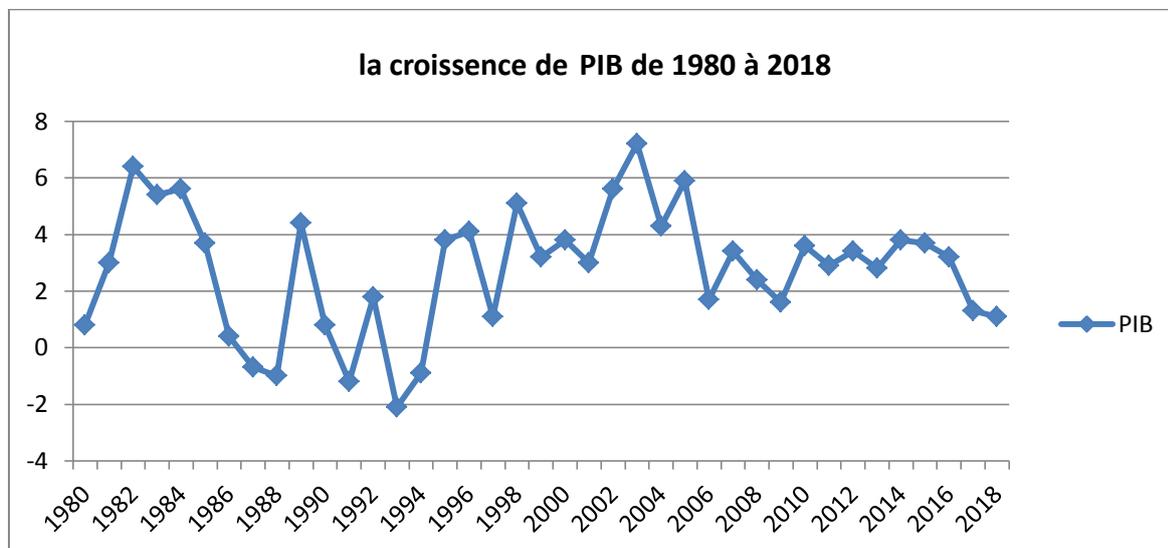
Après un taux de croissance monétaire historique bas enregistré en 2009 de 4,84%, l'année 2010 a été marquée par le retour à l'expansion monétaire à un rythme de 13,54% au sens de la masse monétaire M2, soit une progression inférieure aux forts rythmes de croissance monétaire des années 2006 à 2008. En particulier, le taux de croissance monétaire atteint en 2007(23,09%), sachant que le taux d'expansion en la matière a été très élevé (54,05% en 2001) qui a représenté le « pic » de la décennie, dès le début de celle-ci et ce, en phase avec le début du cycle d'expansion des décaissements au titre des dépenses budgétaires d'équipement.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

Les mesures de la politique monétaire ont contribué à mieux gérer l'excès de liquidité sur le marché monétaire, et par là à atténuer son effet inflationniste.³⁹

1.2.2- la croissance de produit intérieur brut (PIB)

Figure 5: évolution de produit intérieur brut en Algérie de 1980 à 2018



Source : Elaboré par nous à partir des données de la banque mondiale

D'après la figure N°3, le taux de croissance de l'Algérie a connu une amélioration dans ces dernières années passant de 3,8% en 2000 à 5,6% en 2002.

L'année 2003 a connu une forte croissance de PIB qui de 7,2%, pendant cette année la croissance a été certes impulsée par le secteur des hydrocarbures et qui a été soutenue aussi par d'autres secteurs tels que l'agriculture, les services et le bâtiment.

A partir de l'année 2004 à 2009 la croissance de PIB a commencé à baisser de 4,3% à 1,6% et elle a été rétablie en 2010 par 3,6% car le PIB hors hydrocarbure progresse plus rapidement à la hauteur de 6% en 2010 contre 9,3% en 2009.

La période 2011 à 2016 le taux de croissance de l'Algérie a connu un déséquilibre de la croissance de PIB.

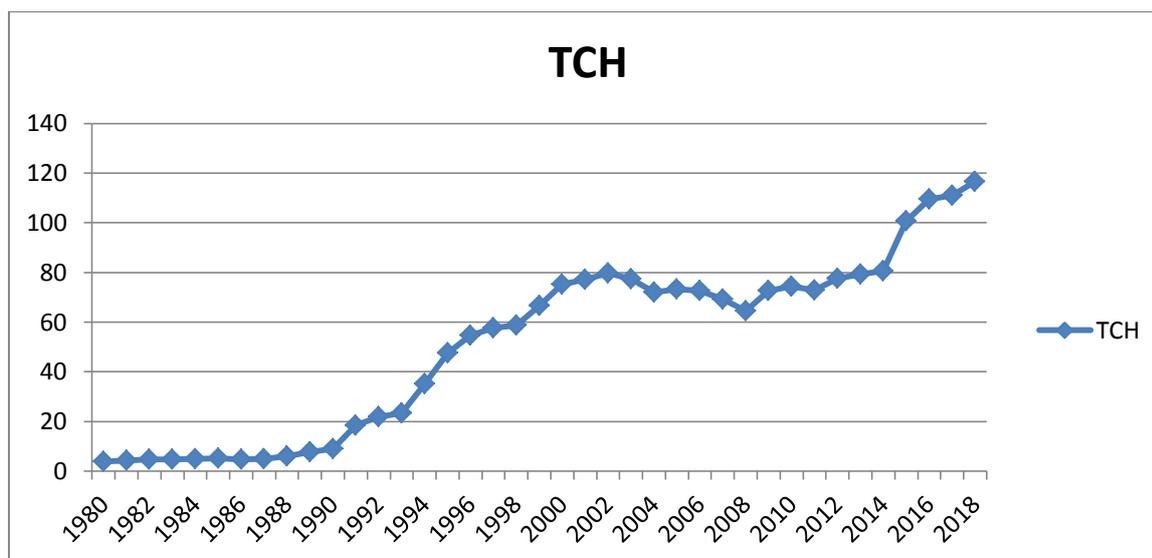
L'année 2017 et 2018 ont subi une baisse de la croissance de PIB qui de 1%.

³⁹ Banque d'Algérie rapport 2010, juillet 2011 "Evolution économique et monétaire en Algérie".

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

1.2 .3 Le taux de change

Figure 6: évolution de taux de change de 1980 à 2018



Source : Elaboré par nous à partir des données de la banque mondiale

A partir de la figure N°6 : on explique l'évolution annuelle de taux de change de Dinar Algérien par rapport au dollar Américain où nous remarquons que le taux de change est en moyenne stable de 1980 jusqu'à 1990 (C'est 1980 qu'on enregistre le plus bas niveau 3,83%) ou l'Algérie a vécu pendant cette période un régime de change restrictif. Mais à partir de 1990, la Banque d'Algérie a adopté un nouveau régime de change dit flottant, le taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises, monnaies des plus importants partenaires commerciaux de l'Algérie ; dont l'objectif et la stabilité à moyen terme de taux de change effectif réel sont des niveaux d'équilibre déterminés par les fondamentaux de l'économie nationale, principalement le prix du pétrole, le différentiel de productivité et la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut.

Désengagement de l'état de la sphère économique, entamé à partir de 1990, avec notamment la promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit, beaucoup d'aspects ont été rendus possibles, grâce à la libéralisation du commerce extérieur, et c'est que la réglementation des changes. En 1994 la Banque d'Algérie a mis en place un mécanisme de fixation pour la détermination du taux de change du Dinar suivant l'offre et la demande sur le marché des changes.

En 2002, la Banque d'Algérie enregistre un taux de 79,86%, depuis cette date ; la politique de change menée par la Banque Centrale consiste à stabiliser le taux de change effectif réel de Dollars Américain qui s'affaiblit, que le Dollar Américain son taux est passé de 79,68% à la

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

fin de 2002 a 77,39% a la fin 2003, pour se stabilisé à 72, 06% a la fin de2004. Le taux de change demeure relativement stable depuis 2003 (taux d'équilibre, selon FMI). Notant cependant une dépréciation de Dinar par rapport au Dollar Américain. On effet, l'évolution de la parité moyen de dinar par rapport a la monnaie américain, entre 2007 et 2008 par une appréciation de 7,4% par rapport au dollar. Compte tenue de ces évolution, le dollar Américain s'est échangé, en moyenne annuelle, En 2007 et 2008 respectivement contre 69,29 % et 64,68%.

La banque d'Algérie a continué par ces interventions sur le marché interbancaire des changes, renforce la stabilité de taux de change effectif réel à son niveau d'équilibre de moyen terme.

Ainsi le taux de change en Algérie a évalué de 2011 à 2013 de 72,94% à 78,15 %. Cette hausse continue et marque sont plus haut niveau en 2018 avec un taux de 116,59% à cause de la baisse des dinars Algérienne par rapport au Dollar Américaine.

Section 02 : La politique monétaire

Introduction :

La politique monétaire est une obligation pour un pays, car la production de moyen de paiement, C'est-à-dire la création monétaire, ne peut être laissée à la seule initiative privés.

La politique économique représente l'un des piliers de la politique économique qui a pour cible le contrôle de la variation de la mass monétaire et les taux d'intérêt. Cette pratique, de la politique monétaire, a fortement progressé au cours de ces vingt dernière années, vu que la politique monétaire et son dispositif institutionnel ne sont guère dissociable de leur contexte économique et social, Alors qu'elle suivait, avant, une politique basée sur plusieurs objectifs, actuellement elle a une politique basée principalement sur un objectif bien ciblé en utilisant un outil essentiel qui est la fixation des taux directeurs que la banques centrales pratiquent pour leurs opérations sur le marché monétaire.

La politique monétaire en Algérie a évolué en plusieurs étapes depuis l'indépendance et après l'instauration de la banque centrale. Plusieurs réformes importants ont été engagées à partir de janvier 1988, mais surtout depuis la loi n°90-10 du 14-04-1990, relative à la monnaie et au crédit (LMC), qui visait l'autonomisation de la banque centrale et sa libération de la

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

gestion administrative de l'état et du trésor public, la séparation de la sphère monnaie-crédit de la sphère des entreprises publiques ou privées et l'instauration de la bourse d'Alger.

Pour mettre en lumière ces propos, il a été nécessaire de consacrer d'abord une présentation globale de sujet. Nous verrons ensuite une optique générale des objectifs, instruments, l'évolution de la politique monétaire.

2.1-Définition de la politique monétaire :

De fait, la politique monétaire représente l'ensemble des différents moyens utilisés par l'état ou par une autorité monétaire, la banque centrale, afin d'influencer la conjoncture et l'activité économique en se basant sur la régulation de l'offre monétaire.⁴⁰

On peut définir aussi la politique monétaire comme l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics, et notamment la banque centrale, visant à faire varier la quantité de monnaie présente dans l'économie afin d'agir indirectement sur la valeur de la devise nationale, sur la production, l'investissement, la consommation et l'inflation⁴¹.

Certains auteurs économiques ont donné une définition à la politique monétaire comme étant un instrument qui : « désigne l'ensemble des instruments et procédures visant à réguler, directement ou indirectement la progression d'un ou plusieurs agrégats de référence (la masse monétaire au sens étroit ou au large, le crédit, la dette totale ...) Par là, à agir sur le taux d'inflation (effet-prix de la politique monétaire), et éventuellement sur le rythme d'activité et l'emploi (effet-volume)⁴².

2.2-Objectifs de la politique monétaire :

La politique monétaire représente l'un des sujets les plus anciens qui ont été traités par la macroéconomie. Elle est mise en œuvre par la Banque Centrale et possède une quantité d'outils avec lesquels elle peut réaliser ses objectifs finaux et intermédiaires.

On essaiera de traiter, dans cette section, les différents objectifs de la politique monétaire.

⁴⁰BOISSIEUC. (1998), « monnaie et économie chronique de la politique monétaire, Etats-unis-France », édition ECONOMICA, Paris, p48.

⁴¹ MISHKIN Frédéric, 2004« la monnaie système financier et politique monétaire », Pearson Education (tome), 7^{ème} édition, p 692-701.

⁴²BOISSIEUC. (1998), « monnaie et économie chronique de la politique monétaire, Etats-unis-France », édition ECONOMICA, Paris, p 48.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

2.2.1 Les objectifs finals de la politique monétaire

La banque centrale est compétente en matière de définition de l'objectif de stabilité des prix. A ces objectifs, il est nécessaire de suivre une stratégie de politique monétaire adéquate

2.2.1.1 L'objectif de stabilité des prix

L'objectif de stabilité des prix constitue une priorité essentielle pour les autorités monétaire : « Aujourd'hui, on s'accorde à reconnaître que la politique monétaire a des objectifs recentrés autour de la stabilité monétaire : réduction de l'inflation est préservation du pouvoir d'achat de la monnaie »; la lutte contre l'inflation est bénéfique pour la croissance et donc pour l'emploi, cet objectif à moyen terme car les mécanismes de transmission de la politique monétaire sont lents et complexe. De ce fait, il existe d'autres facteurs qui peuvent influencer la stabilité des prix à court terme (par exemple, les modifications du taux de change, des prix de matières premières, des actifs financiers, etc.). De manière générale, une banque centrale attient son objectif de stabilité des prix en intervenant sur le marché monétaire et, donc, sur le niveau des taux d'intérêt de courte durée. Sa stratégie consiste donc à trouver une stabilité et un équilibre entre les besoins en termes de financements et les apports en termes de liquidité.

2.2.1.2 L'objectif de la croissance économique

A partir du taux de croissance du PIB, on peut mesurer la croissance que l'Etat essaye d'en avoir une forte et durable en toutes circonstances. Ainsi, une croissance économique forte et équilibrée est indispensable à l'emploi et à tout développement économique et social. La réalisation de cet objectif permet d'encourager les investissements et incite les ménages à épargner, ce qui accroît le montant des moyens de financement.

2.2.1.3 L'objectif du plein emploi

Le plein emploi est évalué à partir du taux de chômage. Dans des conditions économiques idéales, le plein emploi désigne une situation dans laquelle tout individu peut avoir un emploi. En réalité, un taux de chômage nul ne peut pas exister du fait de l'existence d'un chômage frictionnel⁴³. Ainsi, on considère que le plein emploi est atteint lorsque l'emploi exprime l'égalité parfaite entre l'offre et la demande de travail.

2.2.1.4 L'objectif de l'équilibre extérieur

Il s'exprime par le solde de la balance des paiements courant (exportation /importation) ; c'est un équilibre qui doit être réalisé à travers les entrées et les sorties de biens, des services, des revenus et des capitaux. L'idéal consiste à réaliser les objectifs de l'équilibre de la balance des paiements ainsi que l'équilibre de la monnaie sur le marché des changes ; tout déséquilibre de la balance, pourrait entraîner un épuisement des ressources en réserves de la devise étrangère⁴⁴.

⁴³BEITONEA. DOLLOL, GUIDONI JP. LEGARDEZA.(1991), dictionnaire des sciences économique, édition ARMAND COLIN, Paris, p. 235.

⁴⁴ M.HAMLAT mahdi et HANI. Lamine, op cit.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

2.2.1.5 les L'objectif intermédiaire de la politique monétaire

Les objectifs intermédiaires jouent un rôle central de lien entre les instruments de la politique monétaire et ses objectifs finaux : « les objectifs intermédiaires sont donc une sorte d'interface entre l'objectifs et l'instrument »⁴⁵.

Les objectifs intermédiaires doivent être répondre à un certain nombre de conditions :

- Ils doivent être liés directement à l'objectif final ;
- Ils doivent être un indicateur de l'évolution de l'objectif final recherché
- Leurs évolutions doivent être contrôlables par la Banque centrale ;
- Ils doivent être claire et simple à comprendre par le public.

Mais le choix de l'objectif intermédiaire dépend, généralement, de plusieurs facteurs tels que le monde de financement de l'économie du pays en question et du cadre théorique dans lequel s'inscrit ce pays. On distingue trois pays d'objectifs intermédiaire : les objectifs quantitatifs, le niveau du taux d'intérêt et le niveau du taux de change⁴⁶.

- ✓ **Les objectifs quantitatifs** : Portent sur l'évolution des agrégats monétaires, c'est-à-dire sur les différents indicateurs de la masse monétaire en circulation dans l'économie. L'objectif consiste, pour les autorités monétaires (BAM), à fixer un taux de croissance pour l'augmentation annuelle de la masse monétaire.
- ✓ **Les objectifs de taux d'intérêt** : amènent les autorités monétaires à fixer un niveau souhaitable pour le taux d'intérêt. Elles ne peuvent pas évidemment déterminer un taux précis car ce sont les mécanismes de marché (le marché monétaire) qui décident, selon le jeu de l'offre et de la demande de monnaie, du niveau des taux. Comme la banque centrale est un acteur très important sur le marché monétaire, son action permet cependant d'orienter le taux d'intérêt. Lorsque les autorités souhaitent favoriser l'épargner des ménages, elles cherchent alors à relever les taux d'intérêt. A l'inverse, un objectif de taux d'intérêt faibles doit conduire à stimuler la croissance et l'investissement.
- ✓ **Les objectifs du taux de change** : ont pris depuis quelques années une place très importante. Les autorités monétaires peuvent utiliser les instruments monétaires pour atteindre un certain niveau du taux de change de la monnaie sur le marché des changes. Un pays peut rechercher une dépréciation de sa monnaie pour relancer ses exportations ou, au contraire, une appréciation de sa monnaie. Cette politique de maîtrise du taux de change peut d'ailleurs s'inscrire parfois dans un contexte de changes fixes ou d'accords de change. Il s'agit de noter, que l'utilisation de taux de change comme cible intermédiaire s'est toujours faite en complément d'un autre objectif intermédiaire, un des agrégats de monnaie⁴⁷.

⁴⁵DELAPLACE MARIS. (2006), « monnaie et financement de l'économie » DUNOD, 2^{ème} édition, Paris, p. 62

⁴⁶PATATJ. P. (1993) « monnaie, institution financière et politique monétaire », édition ECONOMICA, Paris, p. 388.

⁴⁷MISHKIN FREDIEN, 2004, « la monnaie système financière et politique monétaire », Pearson Education (tome), 7^{ème} édition, p. 701.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

2.3 Les instruments de la politique monétaire

La banque centrale dispose d'un ensemble d'instruments qui lui permettront la bonne gestion et une meilleure orientation du degré de croissance des agrégats monétaires ou des taux d'intérêt afin d'influencer, in l'évolution des prix ou de l'activité économique. Traditionnellement, on distingue deux catégories d'instruments : directe basés sur l'action à mener sur le crédit, et indirects pour influencer la liquidité bancaire.

2.3.1. Les instruments directs de la politique monétaire

Ce sont des instruments qui ont pour objet l'influence directe sur le niveau du taux d'intérêt ou sur la quantité du crédit octroyé ; c'est-à-dire, donner un seuil maximum (plafond) sur le niveau du taux d'intérêt nominal ainsi qu'on contrôle quantitatif ou allocation sélective des crédits octroyé. Il existe deux types d'instruments directs : l'encadrement du crédit et la sélectivité du crédit.

2.3.1.1. L'encadrement du crédit

C'est une mesure réglementaire qui agit de façon directe sur le crédit octroyé par les banques en maîtrisant son évolution et tout excès sera pénalisé de façon dissuasive. En effet, la banque centrale fixe les normes de progression annuelle des crédits distribués et le non respecte des règles se traduira par des sanctions, comme l'obligation de constituer des réserves supplémentaires à des taux dissuasifs qui élèvent considérablement le coût de la liquidité bancaire⁴⁸. L'avantage de cette mesures est qu'elle peut limiter le volume du crédit sans augmenter le niveau des taux d'intérêt et don ne pas peser sur les charges financières des entreprises.

C'est une pratique qui s'attaque à la source de la création monétaire : la distribution du crédit. Ainsi, n limitant la distribution des crédits aux différents agents de l'économie⁴⁹.

2.3.1.2. La sélectivité du crédit

C'est une mesure qui consiste à limiter les crédits en influençant sur leur destination ; c'est-à-dire mieux orienter les crédits vers les zones et secteurs jugés plus prioritaires en appliquant des taux bonifiés ou en offrant des avantages fiscaux et / ou financiers et des fonds de garantie. Toutefois, si cette action peut être utile en matière de politique économique en favorisant le développement de certains secteurs, en matière de politique monétaire il ne permet pas de la croissance de la quantité de monnaie en circulation.

2.3.2. Les instruments indirects

Les instruments indirects s'appuient sur le principe selon lequel la banque centrale ne limite pas de façon rigide le montant des crédits. Elle influence indirectement à la liquidité, et par conséquent les crédits. Elle intervient principalement sur les

⁴⁸ HAMLAT. Mahdi et HANI. Lamine,(2015-2016), « la politique monétaire :efficacité et limites », master en science économique.

⁴⁹ECHAUDEM C. D. (2003), « dictionnaire de l'économie et de science sociale », 6^{eme} édition NATHAN, Paris, p. 326.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

opérations de refinancement de la Banque Centrale et dispose pour cela de trois éléments ; le taux de réescompte, les interventions sur le marché monétaire⁵⁰.

2.3.2.1. Le taux de réescompte :

Le réescompte c'est une opération qui consiste à offrir aux banques commerciales de mobiliser une partie de leur portefeuille auprès de la banque centrale. La manipulation du taux de réescompte a constitué pendant longtemps le principal outil de la politique monétaire algérienne. En effet, la procédure de réescompte était la source privilégiée du refinancement des banques et le taux de réescompte constitue ainsi le taux directeur des crédits à l'économie.

La politique de taux de réescompte comporte quelque inconvénient, à savoir :

- C'est un système unilatéral qui ne fonctionne que dans le sens de fourniture de liquidité aux banques et sur leur initiative. Pour diminuer les liquidités, il n'y a pas d'autre moyens que de leur imposer un plafond de réescompte pour limiter leur accès au refinancement. Or, ce dernier est totalement inefficace lorsque les banques sont en situation d'excès de liquidité laquelle est due par exemple à un afflux de capitaux extérieurs ;
- Le taux de réescompte est connu à l'avance par les banques, par conséquent elles connaissent avec certitude le coût de leur refinancement futur. Cette certitude ne les amène pas à autolimiter leur distribution de crédit contrairement au refinancement par le marché monétaire où les banques ne savent pas a priori à quel taux se refinancer, les conduisent ainsi à exercer une autolimitation de leur offres de crédits. Malgré cela, le réescompte garde un certain nombre d'avantage. Il est pour l'intermédiaire financier et un instrument de taux.⁵¹

2.3.2.2. Les réserves obligatoires

Sont des sommes, proportionnelles aux dépôts, que les banques commerciales sont obligées de placer dans un compte à la banque centrale non rémunéré. Elles limitent la création monétaire des banques puisqu'une partie des dépôts ne peuvent être prêtés⁵².

D'après P. Jaffrè (1996), « les réserves sont le stock de monnaie banque centrale dont dispose une banque déterminée, elles sont donc constituées par les billets de banque qu'elle a dans ces caisses et surtout par ses dépôts à la banque centrale ». Dans ce même contexte, M. MONTOUSSE et D. Chambly (2005) définit la politique des réserves obligatoires comme « une politique monétaire indirecte qui consiste à faire varier le taux de qu'elles accordent ». De son côté, J. SOUBETRAN (2010) souligne que « la politique des réserves obligatoires est un instrument de la politique monétaire permettant de réguler l'émission de monnaie par les banques commerciales, et de contrôler indirectement de la liquidité bancaire qui correspond à la somme des avoirs en monnaie centrale disponibles sur les comptes des établissements de crédit auprès des banques centrales » .

⁵⁰HAMLAT. Mahdi et HANI. Lamine, op cite

⁵¹JAFFR P, 1996, Op. Cite. P. 110

⁵²AGNES BENASSY- QUERE-BENOIT

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

2.3.2.3 Les opérations d'open MARKET

La politique d'open MARKET est l'intervention de la banque centrale sur le marché monétaire. Elle peut se faire dans deux sens :

- ❖ Lorsque la banque centrale vend de la monnaie centrale contre des titres (bons du trésor, certificats de crédit, etc.), elle augmente la monnaie en circulation et favorise donc l'augmentation des crédits à l'économie. La consommation et l'investissement sont stimulés mais il y a un risque d'inflation : la hausse de la demande peut être supérieure aux capacités de production.
- ❖ Lorsque la banque centrale achète de la monnaie centrale, elle limite la monnaie en circulation, donc les crédits à l'économie. Le but est alors de réduire l'inflation, mais ceci risque de limiter la production de fait la hausse des taux d'intérêt que cela provoque.⁵³

2.4. L'évolution de la politique monétaire en Algérie

2.4.1 La politique monétaire durant la période de gestion administrative de l'économie (de 1962 à 1989) :

Juste après l'indépendance 1962 à 1989, l'Algérie a opté pour un système de gestion administrative de son économie. Ainsi, plusieurs réglementations, bancaires, ont été mises en place dans le but de financer les différents programmes d'investissement planifiés. On peut diviser cette période en deux sous-périodes : la première période allant de 1962-1970, et la deuxième période allant de 1970-1989.

2.4.1.1 La période allant de 1962 à 1970

C'est une période qui est caractérisée par la création de diverses institutions financières permettant la mise en place de différentes sociétés nationales et organismes publics afin de prendre en charge le développement économique. Ainsi créé.

- . Le trésor public, le 28/08/1962, avec comme d'allocation des recettes aux dépenses de l'état, il prend en charge les activités traditionnelles de la fonction trésor ainsi qu'une fonction exceptionnelle du « crédit à l'économie »
- . La banque centrale d'Algérie et sa monnaie nationale⁵⁴, le dinar Algérien.

⁵³ COEURE-PIERRE JACQUET JEAN PISANI-FERRY, « politique économique »

⁵⁴ Loi n° 72-144 de 13/12/1962 elle a doté la BCA de l'ensemble des statuts d'un institut d'émission comme : le monopole de l'émission de la monnaie, la fonction banques de l'état, de banque des banques ainsi que la gestion des ressources

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

Durant cette période la conduite de la politique monétaire est clairement définie et ses objectifs sont compris dans le premier alinéa de l'article 36 des statuts de la BCA :

« *La banque centrale a pour mission de créer et de maintenir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes les conditions les plus favorables à un développement ordonné de l'économie nationale, en promouvant la mise en œuvre de toutes les ressources productives du pays, tout en veillant à la stabilité interne et externe de la monnaie* ». Article 36 des statuts de la BCA.

Par ailleurs, cette période est caractérisée par le non indépendance dans BCA dans la conduite de sa politique monétaire en termes de la quantité des crédits octroyés et la régulation de la circulation monétaire⁵⁵.

2.4.1.2 La période de planification économique (1970 à 1989)

Cette deuxième période a vu l'incapacité du système bancaire à faire face aux différents besoins de l'économie nationale en termes de financement ce qui a conduit à l'adoption définitive par l'état algérien de la planification centrale impérative dès l'année 1970, la première période de 1970-1978, la deuxième période de 1978-1986.

2.4.1.2.1 La période de 1970 à 1978

L'intensification des plans d'investissements dès le premier plan quadriennal (1970-1973), impliquait que le système bancaire algérien devait opérer la réorganisation de l'ensemble des structures financières du pays ce qui a conduit à la réforme de 1970⁵⁶, qui a pour but de « *créer les conditions d'un système de planification financière en liaison avec les nouveaux choix politique de l'Algérie et pour un contrôle plus rigoureux des flux monétaire* »⁵⁷ ; différentes mesures sont prises, parmi elles :

- l'aménagement de la procédure d'octroi de découverts aux entreprises politiques, au titre du financement de l'exploitation
- la répartition des tâches en ce qui concerne la réalisation des investissements planifiés productifs du secteur public.

⁵⁵Les montants et les durées des crédits distribués par la BCA au profit du trésor sont limités par l'article 53 ; le montant est plafonné à 5% des recettes ordinaires de l'état constatées au cours du précédent. Exercice budgétaire, et la durée totale du crédit ne dépassant pas les 24 jours consécutifs, au cours d'une année de calendrier.

⁵⁶ AMMOUR B. (2001), "le système bancaire Algérienne, texte de réalité" 2^{ème} édition DAHLAB, Alger, p36

⁵⁷Idem, P.p36, 37.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

- la mobilisation et l'encouragement de l'épargne nationale des ménages et des entreprises publiques.
- la fixation de taux d'intérêt à un niveau central après avis du conseil national du crédit.

2.4.1.2.2 La période de 1978 à 1986

C'est une période qui marquée par l'instauration, pour la première fois, d'une loi (la loi du 19 août 1986) qui donnait aux banques la liberté d'accepter ou de refuser d'octroyer les crédits sur la base évaluation du projet.

Ainsi, l'article 40 stipule que : « *les banques doivent définir, après avoir étudié la rentabilité financière des projets d'investissement, le montant maximum de leur contribution à l'ensemble du financement de chaque projet* ». Article 40, la loi du 19 août 1986 relative à la monnaie et au crédit

Cette loi a introduit un nouveau concept, le Plan National de Crédit, mis en place et conduit par le système bancaire

Cette loi de 1986 accordait des prérogatives plus larges à la banque centrale, comme une autonomie vis-à-vis du trésor public, mais elle a été modifiée et complétée par une autre loi de 1988 qui conférait à la banque centrale et aux différents établissements financiers le statut d'entreprise publique économique et qui profitent de la personnalité morale et soumise aux règles de commercialité.

2.4.2. La politique monétaire durant la période de transition vers l'économie de marché

A la fin des années 1990, l'Algérie s'est vue dotée d'une nouvelle loi, la loi 90-10 du 14/04/1990 relative à la monnaie et au crédit (LMC), qui lui permettra mise en place d'un ensemble des mécanismes relatifs à une économie de marché par un processus de décentralisation. La loi 90-10 du 14/94/1990.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

2.4.2.1 La politique monétaire selon la loi sur la monnaie et le crédit (LMC)

La loi de 1990, qui représente un élément primordial des réformes économique, vise l'organisation et le bon fonctionnement du système bancaire et monétaire⁵⁸, cette loi vient mettre à fin à l'ingérence des autorités publiques dans le secteur financier et ses principes sont focalisés sur la maîtrise de la stabilité des taux de change et la baisse du taux d'inflation. Ainsi loi avait pour objectif de mettre un terme définitif à toute ingérence administrative dans le secteur financier, réhabiliter le rôle de la BCA dans la gestion de la monnaie et du crédit, encourager les investissements extérieurs....etc⁵⁹.

2.4.3 La politique monétaire durant la période de l'ajustement structurel (1994-1998)

Durant toute la période allant de 1990 à 1993, l'Algérie a connu une contrainte extérieure très difficile du fait de sa dette extérieure qui atteint un montant de 24,3 MDS USD, en 1993. En plus, la chute des prix du pétrole, passent de 24,3 USD le baril en 1990 à 17,5 USD le baril en 1993, rendait l'Algérie dans l'incapacité de rembourser sa dette extérieure, alors que le remboursement de son service se faisait essentiellement du produit des exportation. Ces conditions financière difficiles ont obligé l'Algérie à demander de l'aide au FMI ; deux accords sont passés entre eux at. qui permettre à l'Algérie d'accéder à une nouvelle économie « l'économie de marché ».

Les conséquences des accorde de plus d'ajustement structurel (PAS) constate que le taux intérêt attrayant permet d'épargner le surplus de la masse fiduciaire de circuit économique national, le surplus émanant de a circulation sur le marché servira à financer le trésor et donc les dépenses publiques ou les crédits à l'économie, donc minimiser le déficit budgétaire, la dévaluation de la monnaie nationale, l'encadrement des crédits⁶⁰.

2.4.4 La politique monétaire durant la période d'économie de marché

Durant les années 1990, caractérisées par un contexte très inflationniste, la BA avait adopté une politique monétaire restrictive. Mais, à partir de 2001, le système bancaire algérien a vu naitre une situation d'excès de liquidités du fait de l'accumulation soutenue des réserves officielles du change ; ce qui rendu indispensable l'intervention des pouvoirs monétaires afin de faire face à d'éventuels déséquilibres qui peuvent survenir sur le marché monétaire.

⁵⁸MEKIDECHE M. (2008), « l'économie Algérienne a la croisée des chemins », édition DAHLAB, Alger, p. 98.

⁵⁹ AMMOUR B, Op. Cit, p 73-81.

⁶⁰NAAS A. Op. Cite, p 26.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

2.4.4.1 Evolution du cadre légal de la politique monétaire durant l'économie de marché

L'année 2001 a vu apparaître des aménagements modifiant et complétant la LMC ; ils concernaient la redéfinition du cadre légal de la politique monétaire. Ainsi, l'article 35 de l'ordonnance n°03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit définit les objectifs de la politique monétaire : « *la banque d'Algérie a pour mission de créer et de maintenir dans les domaines de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement rapide de l'économie, tout en veillant à la stabilité interne et externe de la monnaie.* » l'ordonnance n°03-11 du 26 août 2003.

A cet effet, elle est chargée de régler la circulation monétaire, de diriger et de contrôler, par tous les moyens appropriés, la distribution du crédit, de veiller à la bonne gestion des engagements financiers à l'égard de l'étranger et de réguler le marché des changes »⁶¹.

2.5. La politique monétaire durant la période 2020

La politique monétaire adoptée par la Banque d'Algérie a réussi à améliorer le niveau de la liquidité bancaire, qui a atteint plus de 632 milliards (mds) de DA à la fin 2020. Après avoir chuté de 462 mds de DA à la fin des neuf premiers mois de l'année, du fait du déficit courant de la balance des paiements et des impacts économiques de la pandémie du Covid-19. Cette amélioration de la liquidité, enregistrée vers la fin de l'année, est, selon une note de la Banque d'Algérie transmise à l'APS, le fruit des mesures de politique monétaire décidées par BA en matière de baisse du taux des réserves obligatoires, de l'augmentation des seuils de refinancement des titres publics négociables, de l'allongement de la durée du refinancement de 7 jours à un mois et de la satisfaction totale des demandes de refinancement des banques⁶².

⁶¹Ordonnance n°03-11 du 26 août 2003, article 35.

⁶²Ministère des Finances, Direction de la communication, mardi 02 Mars 2021, p 2.

Chapitre II : l'inflation et la politique monétaire en Algérie

Conclusion

D'après notre étude de l'évolution de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018, l'inflation peut être causée par des nombreux facteurs déterminants. Ces facteurs qui peuvent être reliés entre eux : la croissance de la masse monétaire et la hausse de produit intérieur brut et ainsi l'évolution de taux du change qui sont responsables de l'inflation. Ainsi que l'objectif principal d'une politique monétaire est la stabilité des prix en toutes circonstances.

L'assignation de cet objectif à la politique monétaire s'explique par le fait qu'il existe un lien direct entre la monnaie et l'inflation, que la théorie quantitative de la monnaie met en avant (l'inflation est d'origine monétariste).

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018

Introduction :

Après avoir présenté le cadre théorique de l'inflation dans le premier chapitre et son évolution et la politique monétaire dans le deuxième chapitre. Notre objectif dans ce chapitre est de analyser les déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018, en déterminant les facteurs qui causent l'inflation et la relation entre l'inflation et le taux de change à l'aide de logiciel Eviews10.

Section 01 : l'approche Théorique de modèle ARDL

Dans cette section, nous nous traitons les différentes approches de modèle ARDL et c'est étapes d'estimation d'une manière générale.

1.1 Définition de l'économétrie :

L'économétrie désigne l'ensemble des techniques statistiques et informatiques destinées à mesurer des grandeurs économiques et à pratiquer la recherche en économie⁶³. Modalisation des séries temporelles. Il s'agit de déterminer des modèles décrivant la façon dont la série est évaluée.

1.2. Définition de modèle

Un modèle est une présentation d'une théorie qui prend la forme d'un ensemble d'hypothèses sur les relations qui lient les variables choisies, par celui qui le construit et qui suppose des liens de causalité entre elles.

Il s'agit d'une présentation formalisée, d'un phénomène sous forme d'équation dont les variables sont des grandeurs économiques. De ce fait tout modèle est inévitablement une implication de la réalité par on cherche à les traits fondamentaux du système⁶⁴.

1.2.1 Définition des séries chronologiques

Une série chronologique (temporelle) est une collection des observations construite d'une manière ordonnée dans le temps. La dépendance des observations successives sont utilisées pour faire des prévisions optimales.

Une série chronologique (x_1, x_2, \dots, x_t) est considérée comme une réalisation particulière d'un processus stochastique et l'objectif de l'analyse des séries temporelles est de décrire le processus théorique dans la forme d'un modèle observé, qui a des propriétés similaires à celle du processus lui-même.

Le plus souvent les séries chronologiques sont : mensuelle ($p=12$), trimestrielle ($p=4$), semestrielle ($p=2$), annuel ($p=1$).

⁶³ Régis Bourbonnais, 2005, économétrie, 6^{ème} édition, DUNOD

⁶⁴ Théodore Nielsen WITANENE MUSOMBWA (2007) , « Impact de déficit budgétaire sur l'inflation en RCD », mémoire de licence , Université Libre des pays Grands Lacs « ULPGL »

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

1.2.2 Le modèle ARDL

Les modèles « Autorégressive DistributedLag /ARDL », ou « modèle autorégressifs à retards échelonnés ou distribués /ARRE » en français sont des modèles dynamiques. Ces derniers ont la particularité de prendre en compte la dynamique temporelle (délai d'ajustement, anticipations, etc.) dans l'explication d'une variable (série chronologique), améliorant ainsi les prévisions et efficacité des politiques (décisions, actions, etc.), contrairement au modèle simple (non dynamique) dont l'explication instantanée (effet immédiat ou non étalé dans le temps) ; ne restitue qu'une partie de la variation de la variable à expliquer. Dans la famille des modèles dynamiques, on distingue trois types de modèles.

Si on considère la variable dépendante « y_t » et la variable indépendants « X_t », on notera :

Les modèle autorégressifs (AR) : c'est des modèles dynamiques où on trouve, parmi les variables explicatives (X_t), la variable dépendante décalée (ses valeurs passées). En général, ils se présentent comme suite sous une (forme implicite) :

$$Y_t = f(X_t, Y_{t-q}) \dots \dots (1a)$$

Le terme « autorégressif » traduit la régression d'une variable sur elle-même, soit sur ses propres valeurs décalées.

Les modèles à retards échelonnés ou distribue de lag (DL) : c'est des modèles dynamiques qui ont pour variables explicatives : X_t et ses valeurs passées ou décalées. En générale, leurtermeest :

$$Y_t = f(X_t, X_{t-q}) \dots \dots (1b)$$

Le terme « retards échelonnés » montre que les effets à court terme de X_t sur Y_t sont différentes de ceux à long terme. D'un point de temps à un autre, les échelles de réaction de X_t diffèrent.

Les modèles autorégressifs à retards échelonnés (ARDL) : ces modèles combinent les caractéristiques de deux précédents ; on y trouve, parmi les variables explicatives (X_t), la variable dépendante décalée (Y_{t-p}) et les valeurs passées de la variable indépendante (X_{t-q}). Ilsont la forme générale suivante:

$$Y_t = f(X_t, Y_{t-p}, X_{t-q}) \dots \dots (1c)$$

Ces modèles dynamiques souffrent généralement de problèmes d'auto-corrélation d'erreurs, avec la présence de la variable endogène décalée comme explicative (modèle AR et ARDL), et de multi-colinéarité (modèle DL et ARDL), ce qui complique l'estimation des paramètres par les Moindres Carrés Ordinaires /MCO. Ici, il tient de recourir aux techniques d'estimation robuste (méthode SUR, etc.) pour pallier à ces problèmes. Aussi, on retiendra que les variables fallacieuses. Sous sa forme (explicite) générale, un modèle ARDL s'écrit comme suit :

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

$Y_t = \varphi + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + e_t \dots (1d)$ Ou encore

$$Y_t = \varphi + \sum_{i=1}^p a_i Y_{t-i} + \sum_{j=0}^q b_j X_{t-j} + e_t \dots (1d)$$

Avec $e_t \sim iid(0, \sigma)$: terme d'erreur ; « b_0 » traduit l'effet à court terme de X_t sur Y_t . Si, on considère la relation de long terme ou d'équilibre suivante « $Y_t = k + X_t + u$ », on peut calculer l'effet à long terme de X_t sur Y_t (soit « φ ») comme suit :

$$\varphi = \sum b_j / (1 - \sum a_i)$$

Comme pour tout modèle dynamique, on se servira des critères d'information (AIC, SIC et HQ) pour déterminer le décalage optimale ($p^* ou q^*$). Un décalage optimal est celui dont le modèle estimé offre la valeur minimale d'un des critères énoncés. Ces critères sont : celui d'Akaike (AIC), celui de Schwarz (SIC) et celui de Hannan et Quinn (HQ). Leurs valeurs sont calculées comme suite:

$$AIC(p) = \log|\hat{\Sigma}| + \frac{2}{T} n^2 P$$

$$AIC(p) = \log|\hat{\Sigma}| + \frac{\log T}{T} n^2 P$$

$$HQ(p) = \log|\hat{\Sigma}| + \frac{2 \log T}{T} n^2 P$$

Avec : $\hat{\Sigma}$ = matrice des variance-covariance des résidus estimés ; T= nombre d'observation ; P= décalage ou lag du modèle estimé ; n= nombre de régression.⁶⁵

1.2.3 La méthodologie du modèle ARDL

1.2.3.1 Sélection de nombre de retard optimal

Afin de choisir un retard optimal pour chaque variable, la méthode ARDL estime la régression où (p) est le nombre maximal de retard et K est le nombre de variables dans l'équation. Le modèle peut être choisi sur la base du critère d'information d'Akaike (AIC), il permet de sélectionner le nombre maximum de retard.

1.2.3.2 Test de la stationnarité des séries temporelles

Afin de déterminer l'ordre d'intégration des séries temporelles et la stationnarité des séries étudiées, le test de stationnarité de Dickey Fuller Augmenté (ADF) est utilisé, pour se surie

⁶⁵ Jonas Kibalakuma, janvier (2018), « Modélisation ARDL aux bornes et approche de toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratique sur logiciel, p.7- 8.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018

que les séries nous sont pas intégrées d'ordre (2) ; car les valeurs critiques fournies par Peasaran⁶⁶ et al (2001) concernent uniquement les niveaux d'intégration 0 et 1.

1.2.3.3 L'approche de teste aux bornes ou test de Co-intégration de Peasaran et al (2001)

La Co-intégration entre séries suppose, l'existence d'une ou plusieurs relations d'équilibre à long terme. Lesquelles, une relation peuvent être combinées avec les dynamiques de court terme de ces séries dans un modèle (vecteur) à correction d'erreurs qui prend la forme suivante :

$$\Delta Y_t = AY_{t-1} + \sum_{i=1}^p B \Delta Y_{t-i} + U_t \dots (2a)$$

Avec ; ΔY_t = vecteur de variable stationnaires sous études (dont on explique la dynamique) ; B_i = matrice dont les éléments sont des paramètres associés à ΔY_{1-t} ; A = matrice de même dimension que ΔY_t (où $r(A)$ = nombre de relation de Co-intégration) ; Δ = opération de différence 1^{ère}.

Pour tester l'existence ou non de la Co-intégration entre séries, la littérature économétrique fournit plusieurs tests ou approches dont le test de Engel et Granger (1987⁶⁷), ceux de Johansen (1988, 1995) et Johansen (1990), et celui de Pesaran et al. (1996), Pesaran et Shin (1991) et Pesaran (2001). Le test de Co-intégration de Engel et Granger (1991) n'aide à vérifier la Co-intégration qu'entre deux séries intégrées de même ordre (soit ordre d'intégration = 1), il est donc adapté au cas bivarié et s'avère ainsi moins efficace pour des cas multi variés (Pesaran et al. 1997). Le test de Co-intégration de Johansen permet de vérifier plutôt la Co-intégration sur plus de deux séries, il a été conçu pour des cas multi variés. Le test de Johansen fondé sur une modélisation vectorielle autorégressive à correction d'erreur (VECM), il exige aussi que toutes les séries ou variable soient intégrées de même ordre, ce qui n'est pas toujours le cas dans la pratique.

Alors, lorsque dispose de plusieurs variables intégrées d'ordres différents (I(0), I(1)), on peut recourir au test de Co-intégration de Pesaran et al. (2001) appelé « test de Co-integration aux bornes » ou « bounds test to Co-integration ».

Le modèle qui sert de base au test de Co-intégration par les retards échelonnés (test de Pesaran et al. (2001) est la spécification ARDL cointégrée suivante (elle prend la forme d'un modèle à correction d'erreur ou un VECM), lorsque étudie la dynamique entre deux séries « Y_t et X_t » :

⁶⁶Pesaran M.H, Shin Y. et Smith R.J. (2001), " Bounds testing Approaches to the Analysis of level Relationships", in the journal of Applied Econometrics, vol. 16, n°3, pp. 289-326 (<http://dx.doi.org/10.1002/jae.616>).

⁶⁷ Engel, R.F. et Granger C.W.J (1987), « Co-integration and error correction representation : Estimation and Nigeria », in European Journal of business and Management, Vol.7, n°8.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

$$\Delta Y_t = \lambda_1 Y_{t-1} + \lambda_2 X_{t-1} + \sum_{i=1}^p a_i \Delta Y_{t-1} + \sum_{j=0}^{q-1} b_j \Delta Y_{t-j} + e_t \dots (2b)$$

Cette spécification (2b) présente le modèle ARDL, soit la relation (1d), sous forme d'un MCE ou un VEC, ce qui suppose l'existence des relations de Co-intégration entre séries. La relation (2b) peut s'écrire aussi comme suit :

$$\Delta Y_t = \pi_0 + \pi_t + \sum_{i=1}^p a_i \Delta Y_{t-1} + \sum_{j=0}^{q-1} \Delta X_{t,j} + \theta u_{t-1} + e_t \dots (2c)$$

Où « θ » est le terme de correction d'erreur, coefficient d'ajustement ou force de rappel. Se basant sur la relation (2c), après estimation, on va calculer l'existence d'une relation de Co-intégration entre Y_t et X_t si et seulement si : $0 < |\hat{\theta}| < 1$; $\hat{\theta}$; **etrejet** « $H_0: \theta = 0$ » ($\hat{\theta}$ est statistiquement significative).

Il ya deux étapes à suivre pour appliquer le test de Co-intégration de Pesaran, à savoir :

La détermination du décalage optimal avant tout (AIC, SIC) et

Le recours au test de Fisher pour vérifier les hypothèses Cfr relation 2b :

$H_0: \lambda_1 = \lambda_2 = 0$: Existence d'une relation de cointégration

$H_1: \lambda_1 \neq \lambda_2 \neq 0$: Absence d'une relation de Co-intégration

La procédure du test est telle qu'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critique (bornes), simulées pour plusieurs cas et différents seuils selon pesaran et al. On notera des valeurs critiques que la borne supérieure (2^{ème} ensemble), reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 I(1) et la borne inférieure (1^{er} ensemble) concernent les variables I(0). Ainsi :

Si Fisher calculé $>$ **bornesupérieure** (5%) : **cointégration existe**

Si Fisher calculé $<$ **borneinférieure** (5%) : **cointégration n'existe pas**

Si borne inférieure $<$ **Fisher calculé** $<$ **bornesupérieure** : **pas de conclusion**.⁶⁸

1.2.3.4 Test de causalité de Granger

Granger propose une procédure séquentielle pour tester la causalité entre séries, le test de causalité au sens de Granger s'applique ainsi des séries stationnaires. Si ces série stationnaires sont en plus cointégrées, un vecteur de correction d'erreur/VECM (ou modèle à correction d'erreur /MCE), servira de modèle de base pour tester la causalité entre ces séries.

Pour illustrer, on considérons le modèle (3a) ci-dessous pour tester la causalité entre deux séries « H_t et M_t » au sens de granger :

⁶⁸ Jonas Kibalakuma, janvier (2018), « Modélisation ARDL aux bornes et approche de toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratique sur logiciel, p 8.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

$$H_t = a_{01} + \sum_{i=1}^p a_{1i}^1 \Delta H_{t-i} + \sum_{i=1}^p a_{2i}^1 \Delta M_{t-i} + \theta_1 E_{t-1} u_{1t} \dots (3a)$$

$$M_t = a_{02} + \sum_{i=1}^p a_{1i}^2 \Delta M_{t-i} + \sum_{i=1}^p a_{2i}^2 \Delta H_{t-i} + \theta_2 E_{t-1} u_{2t} \dots (3a)$$

Avec : θ_i : coefficient de correction d'erreur ou paramètre d'ajustement à l'équilibre.

Les tests de causalité au sens de Granger consisteront à vérifier les hypothèses nulles de non causalité suivantes (ces tests sont basés sur la statistique de Fisher) :

_____ Test de causalité de Granger à court terme

$$H_t = a_{2i}^1 = 0 (F_c < F_t; p - value F > 5\%): M_t \text{ ne cause pas } H_t \text{ à court terme}$$

$$H_t = a_{2i}^2 = 0 (F_c < F_t; p - value F > 5\%): H_t \text{ ne cause pas } M_t \text{ à court terme}$$

_____ Test de causalité de Granger à long terme :

$$H_0 = \theta_1 = 0 (F_c < F_t; p - value F > 5\%): M_t \text{ ne cause pas } H_t \text{ à long terme}$$

$$H_0 = \theta_2 = 0 (F_c < F_t; p - value > 5\%): H_t \text{ ne cause pas } M_t \text{ à long terme}$$

_____ Test fort de causalité de Granger (à court et long terme) :

$$H_t = a_{2i}^1 = 0 (F_c < F_t; p - value F > 5\%): M_t \text{ ne cause pas } H_t$$

$$H_t = a_{2i}^2 = 0 (F_c < F_t; p - value F > 5\%): H_t \text{ ne cause pas } M_t. ^{69}$$

1.2.4 Test de diagnostic du modèle

Dans cette étape de validation du modèle estimé, l'objectif est de tester cette validité à travers les tests de diagnostic suivants : test d'auto corrélation des erreurs, test d'hétéroscédasticité des erreurs, test de normalité des résidus et test de stabilité de modèle.

1.2.4.1 Test d'auto-corrélation des erreurs

Il est important que les erreurs de ce modèle soient indépendants, les valeurs retardées de la variable dépendante apparaissent comme des variable explicative dans le modèle ; sinon les estimations des paramètres ne seront pas cohérentes. Pour s'assurer de l'absence d'auto-corrélation des erreurs on peut faire appel au test de Breush et Godfrey.

⁶⁹ Jonas Kibalakuma, janvier (2018), « Modélisation ARDL aux bornes et approche de toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratique sur logiciel, p. 9.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

1.2.4.2 Test d'hétéroscédasticité

Cette hypothèse est l'une des hypothèses essentielles des modèles linéaires. Les résidus sont dits hétéroscédasticité s'ils n'ont pas la même variance (homoscédasticité des erreurs), pour vérifier si les résidus sont hétéroscédasticité ou homoscédastique on peut utiliser le test de White.

1.2.4.3 Test de normalité de résidus

« Pour calculer des intervalles de confiance prévisionnels et aussi pour effectuer les tests de Student sur les paramètres, il convient de vérifier la normalité des erreurs. Le test de « Jarque-Bera » (1984), fondé sur la notion de Skewness (asymétrie) et de Kurtosis (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique »⁷⁰.

1.2.4.4 Test de stabilité du modèle

Afin de tester la stabilité du modèle, le test de CUSUM of Squares qui est basé sur la somme cumulée de carré des résidus récurrents est le plus pertinent avec une hypothèse nulle de stabilité de la relation, entre deux droites représentant les bornes de l'intervalle⁷¹.

Section 02 : présentation et analyse des séries de donnée

Dans cette section, nous allons étudier les différentes étapes d'estimation de modèle ARDL, en ce focalisons sur les résultats obtenus à partir de logiciel Eviews10. Pour aboutir à des résultats des estimations et de vérification des hypothèses de validé le modèle par le test de COSUM SQ, en suite on va faire une interprétation économique de tous les résultats.

2.1 Les choix des variables :

Dans cet élément de travail nous avons choisie 4 variables importantes qui sont présentés comme suite :

L'inflation qui est une variable dépendante (explique), et les autres variables indépendantes (explicatives) qui sont la croissance économique, le produit brut, et le taux de change, qui ont une relation avec l'inflation.

⁷⁰ Bourbonnais Régis et Jean-Claude Usunier 2001, « prévision des ventes, théorie et pratique », 3^e édition

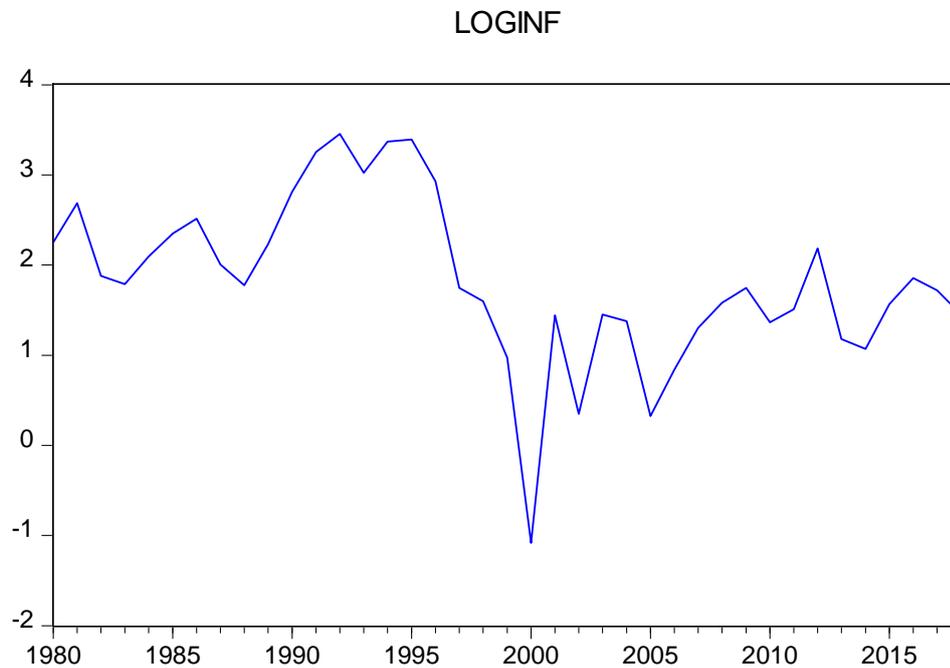
⁷¹ BENYACOB. B & ES-SALMAN. M (2021) « Modélisation ARDL, test de cointégration aux bornes pour la vérification de la soutenabilité de la dette publiques au Maroc », REVUE Internationale du Chercheur « volume 2 Numéro 4 » pp. 16-17-18

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

2.1.1 Représentation graphique des séries :

2.1.2 La série taux d'inflation

Figure 7: évolution de taux d'inflation

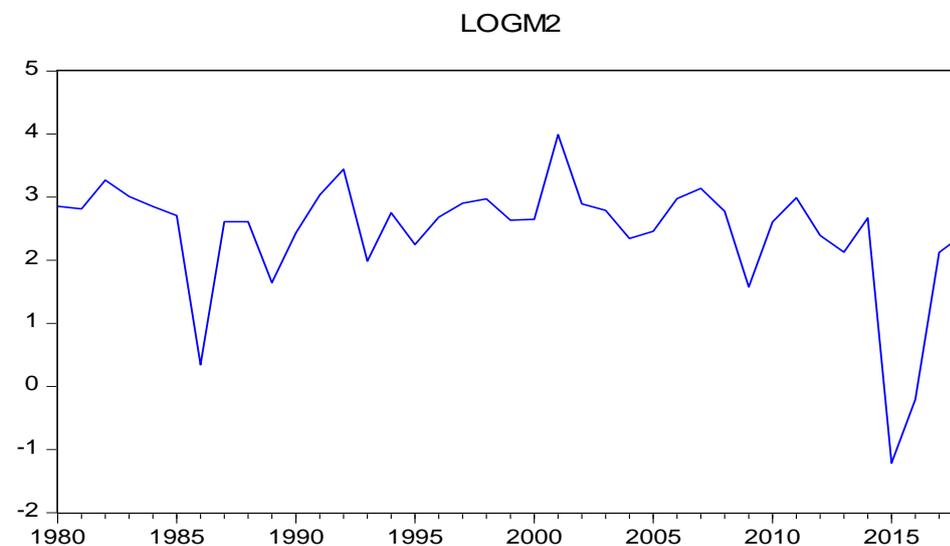


Source : réaliser par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

D'après la figure N°07ci dessus le taux d'inflation à une tendance à la hausse, donc la série n'est pas stationnaire.

2.1.3 La série croissance de la masse monétaire

Figure 8: évolution de la croissance de la masse monétaire



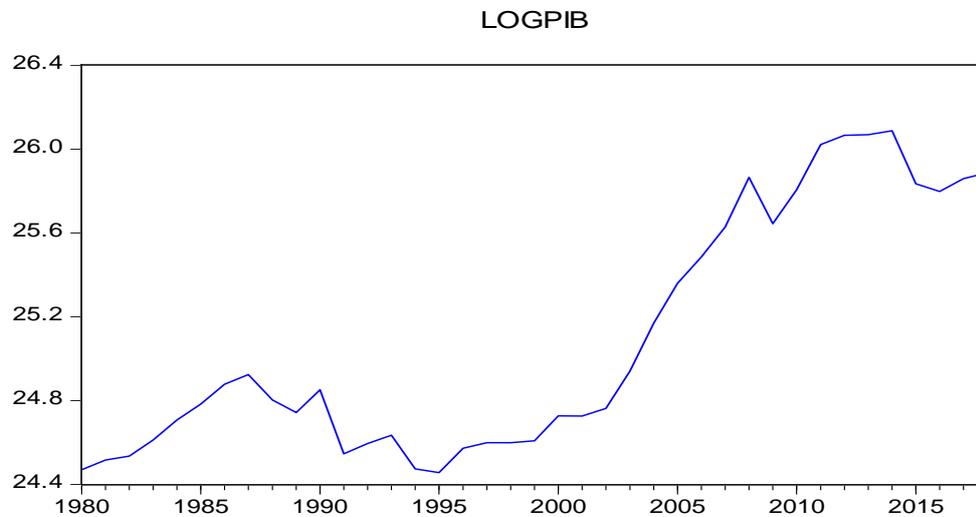
Source : réaliser par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

On remarque que la série de la masse monétaire n'est pas stationnaire

2.1.4 La série le produit intérieur brut (PIB)

Figure 9: évolution de produit intérieur brut

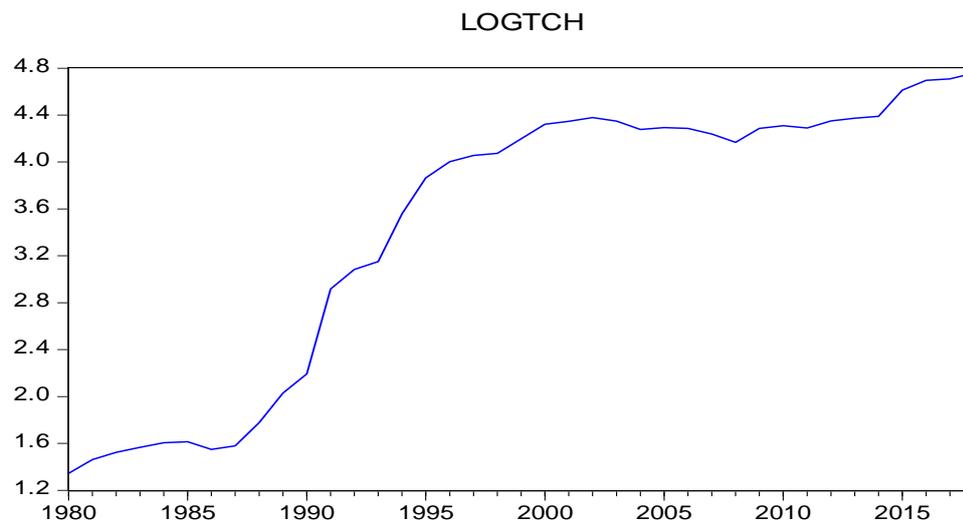


Source : réaliser par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

On remarque que la série à une tendance à la hausse, donc la série n'est pas stationnaire.

2.1.5 La série de taux de change

Figure 10: évolution de taux de change



Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

On remarque que la série du taux de change possède une tendance à la hausse donc la série n'est pas stationnaire.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

2.2 .La stationnarités des séries

2.2.1 Détermination de nombre de retard des séries

Tableau 3: déterminer de nombre de retards pour les différentes séries

Nombre De retard		LINF	LM 2	LPIB	LTCH
P=1	AIC	2 ,18	2 ,78	-1, 18	-1,03
	SC	2,31	2,91	-1,05	- 0,89
P=2	AIC	2,26	2 ,83	-1,10	-0 ,96
	SC	2,43	3 ,01	-0 ,92	-0,78
P= 3	AIC	2,31	2, 93	-1,16	-1,04
	SC	2,54	3,14	-0 ,94	-0 ,81
P=4	AIC	2,39	3,01	-1 ,07	-0,98
	SC	2,66	3,28	-0,98	-0,71

Source : réaliser par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

On remarque à partir des résultats de tableaux N°10 suivant :

La série de l'inflation à un retard de AIC est (P=1), et SC est égale (P=1) donc le minimum de AIC et SC est de P=1.

La série M 2 à un retard de AIC est P=1 et aussi pour SC P=1 donc sont minimum est de P=1.

La série PIB à un retard de AIC est P=1 et pour SC et P=1 , sont minimum est de P=1.

La série TCH à un retard de P=1 de AIC et de P=1 , Alor sont minimum est de P=1.

Alor pour conclure on remarque que tout les série sont de même retarde P=1, si t'adire que les série ente un minimum de AIC et SC qui égale à1.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

2.2.2 Teste De Racine Unitaire

On va appliquer le teste de stationnarité, le teste de Dickey – Fuller Augmenté (ADF) pour toutes les séries, on va examiner l'hypothèse nulle d'existence de racine unitaire contre l'hypothèse alternative de la stationnarité de la série.

H_0 : la présence d'une racine unitaire (la série est non-stationnaire)

H_1 : la non présence d'une racine unitaire (la stationnarité des séries)

Tableaux N04 :résultat de teste de racine unitaire sur les séries ⁷²

Les variabl e	Model	En niveau			En différence première		
		Valeur Calcul ai	Valeur Tabulé e	Résulta nt	Valeurcalcul ai	ValeurTabulé e	Résultan t
INF	Modele 3	-1,32	2,79	N S	–	–	Stationn er en première différenc e I(1)
	Modele 2	2,30	2,54	N S	–	–	
	Modele 1	-1,10	-1,95	S	-8,74	-1,95	
M2	Modele 3	-1,24	2,97	N S	–	–	Stationn er en premier différenc e I(1)
	Modele 2	3,90	2,54	S	–	–	
		–	–	–	-6,87	-1,95	

⁷² Voir l'annexe N° 1.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

	Modele 1						
PIB	Modele 3	1,33	2,97	N S			Stationner en premier différence I(1)
	Modele 2	0,41	2,54	N S			
	Modele 1	1,84	-1,95	S	-5,08	-1,95	
TCH	Modele 3	-0,10	2,79	N S			Stationner en premier différence I(1)
	Modele 2	2,86	2,54	S	-3,98	-1,95	
	Modele 1	-	-	-	-	-	

Source : réaliser par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

A prie avoir fait le test de ADF en constate que les variables sont intégré d'ordre (1) car les valeurs n'sont pas stationnaire en niveau on la stationnaires par la application de la 1^{er} différenciation.

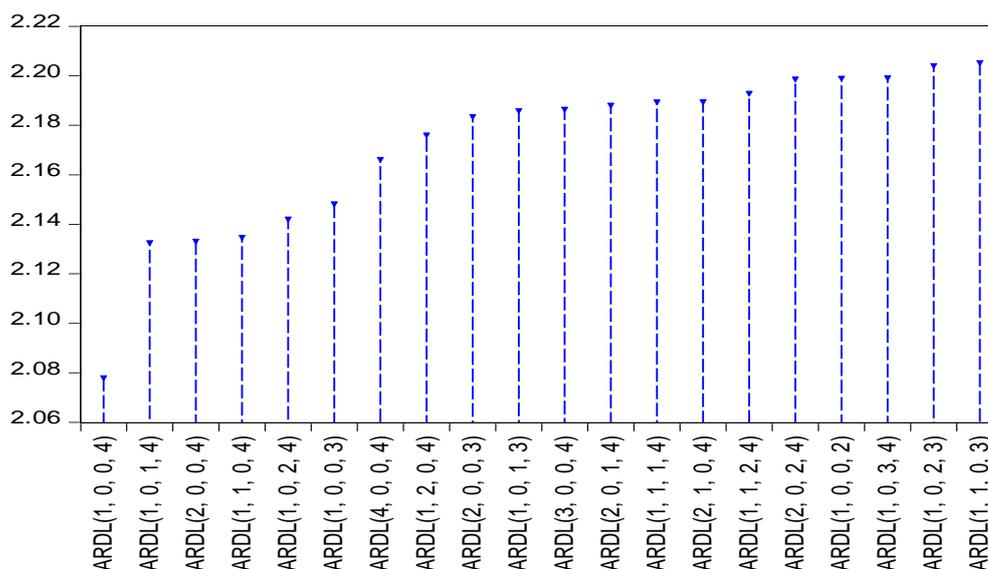
2.3. Les étapes d'estimation du modèle ARDL

2.3.1 .Détermination de nombre de retard

.Figure 11: Détermination du décalage optimal du modèle ARDL

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

Akaike Information Criteria (top 20 models)



Source : résultat de logiciel Eviews10.

À partir de la figure N°11 on remarque que le modèle (1.0.0.4) est le meilleur modèle car il correspond à la valeur minimale du critère d'information AIC.

2.3.2 Estimation de modèle ARDL (1.0.0.4)

⁷³Tableau 4: résultat d'estimation de modèle ARDL

Variable	Coefficient	Std.Error	t-Statistic	Prob*
Log INF (- 1)	0 ,087873	0,180910	0,485729	0 ,6312
LogM2	-0,038107	0,118049	-0,322806	0 ,7494
Log PIB	0,7148868	0,308363	2 ,318268	0 ,0286
Log TCH	0,710850	0,844777	0 ,841464	0 ,4078
Log TCH (-1)	1 ,039984	1,321453	0,787001	0 ,4384
Log TCH (-2)	-0 ,546242	1,267981	-0,430796	0,6702
Log TCH (-3)	0 ,139400	1,297682	0 ,107423	0 ,9153
Log TCH (-4)	-1,842876	0,980610	-1 ,879316	0,0715
C	-15,06899	7,518157	-2 ,004346	0,0556
R ² = 0,686922 ; F-statistic 7,130804 ; Prob 0,000056 ; DW 2,224192				

⁷³ Voir annexe 2

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

Le modèle de l'inflation estime par la méthode ARDL s'écrit de la manière suivante :

$$\text{Log(INF)}_t = -15,06 + 0,08 \text{ log(INF)}_{t-1} - 0,03 \text{ log(M2)} + 0,71 \text{ log(PIB)} + 0,71 \text{ log(TCH)} + 1,03 \text{ log(TCH)}_{t-1} - 0,54 \text{ log(TCH)}_{t-2} + 0,13 \text{ log(TCH)}_{t-3} - 1,84 \text{ log(TCH)}_{t-4}$$

A partir des résultats de tableau N°05, on remarque que les coefficients du taux d'inflation retardée d'une année et le produit intérieur brute et le taux de change retardée d'une année et le taux de change retardée de trois ans estimé sont statistiquement significatif, le statistique de Student est supérieur a la valeur critique au seuil de 5%.

Aussi, les coefficients des variables de la masse monétaire et le taux de change retardé de deux années et de quatre années sont statistiquement non significatif car la statistique de Student est inférieure à la valeur critique au seuil de 5%.

De plus, la qualité d'ajustement de ce modèle est de $R^2 = 68,69\%$ donc en constate que le modèle et globalement bon.

2.3.3 Test de Co-integration (Bounds Test)

⁷⁴Tableau 5: résultat de test de Co-intégration

Variables	Log(INF) log (M2) Log (PIB) Log (TCH)	
F-stat calculé	5 ,309138	
Seuil critique	I(0)	I(1)
1%	3,65	4,66
2 ,5%	3,15	4,08
5%	2,79	3,67
10%	2,37	3,2

Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10. :

Dans ce tableau si junte on remarque que la statistique de Fisher (F- statistic = 5,30) est supérieure au seuil de 5% (3,67) donc il existe une relation de Co-intégration à log terme entre les variables, log INF a un effet de long terme entre log M2 et log PIB et log TCH .

⁷⁴ Voir annexe N° 3.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

2. 3.4 Estimation de la relation à long terme et court terme selon le modèle ARDL

A prie avoir fait le test de Co- intégration (bounds test) en passe à l'estimation de la relation de long terme et court terme du modèle ARDL.

2. 3.4.1 Estimations de la relation de court terme (dynamique de court terme)

⁷⁵Tableau 6: résultat d'estimation de la relation de court terme (dynamique de court terme)

Variable	coefficient	Std.Error	t-Statistic	Prob
D(log TCH)	0,710850	0,725177	0,980243	0,3360
D(log TCH (-1))	2,249717	0,787583	2,865481	0,0083
D(log TCH (-2))	1,703476	0,805758	2,114127	0,0443
D(log TCH (-3))	1,842876	0,848024	2,173140	0,0391
CointEq(-1)*	-0,912127	0,164810	-5,534405	0,0000
R ² = 0,519376 DW =2,224192				
Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10.				

On remarque dans Le tableau N°07, que les coefficients du taux de change sont positif est supérieure au seuil de 5%. Donc ils sont significatifs en terme de CointEq (-1) =-0,91 correspond au résidu retardé d'une période sont négatif et largement significatif confirme ainsi l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur.

⁷⁵ Voir annexe N° 4.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

2.3.4.2 Estimations de la relation de long terme

⁷⁶Tableau 7: résultat d'estimation de la relation de long terme

Variable	coefficient	Std-Error	t-Statistic	Prob
Log M2	-0,041778	0,128063	-0,326232	0,7469
Log PIB	0,783783	0,326070	2,403587	0,0237
Log TCH	-0,546945	0,139560	-3,919060	0,0006
C	-16,52072	8,096100	-2,040577	0,0516

Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

Le résultat d'estimation de la relation de long terme s'écrit comme suit :

$$\text{Log(INF)}_t = -16,52 - 0,04 \log(\text{M2}) + 0,78 \log(\text{PIB}) - 0,54 \log(\text{TCH}).$$

D'après les résultats de tableau N°08, on remarque qu'il existe un effet négatif et non significatif à long terme de la masse monétaire et le taux de change sur l'inflation, car la probabilité est supérieure au seuil de 5%, contrairement au produit intérieur brut qui a un effet positif significatif à long terme sur l'inflation, car la probabilité est inférieure au seuil de 5%.

En outre, les probabilités des variables log PIB et log TCH qui sont significatives donc les probabilités inférieures au seuil de 5% ($0,02$ et $0,006 < 0,05$).

De ce fait, le produit intérieur brut a une relation de long terme avec l'inflation.

⁷⁶ Voir annexe N° 5.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

2.3.5 Test de causalité de Granger

Tableau 8: résultat de test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 06/04/22 Time: 11:08

Sample: 1980 2018

Lags: 4

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
LOGM2 does not Granger Cause LOGINF	35	0.23452	0.9164
LOGINF does not Granger Cause LOGM2		0.57098	0.6860
LOGPIB does not Granger Cause LOGINF	35	0.43809	0.7799
LOGINF does not Granger Cause LOGPIB		0.93049	0.4616
LOGTCH does not Granger Cause LOGINF	35	2.98331	0.0375
LOGINF does not Granger Cause LOGTCH		0.07386	0.9895
LOGPIB does not Granger Cause LOGM2	35	1.53491	0.2214
LOGM2 does not Granger Cause LOGPIB		0.16060	0.9563
LOGTCH does not Granger Cause LOGM2	35	0.24153	0.9122
LOGM2 does not Granger Cause LOGTCH		0.31222	0.8672
LOGTCH does not Granger Cause LOGPIB	35	1.30273	0.2950
LOGPIB does not Granger Cause LOGTCH		0.70786	0.5939

Source : résultat obtenue à partir de logiciel Eviews10.

On remarque que, il ya une relation de causalité de Granger entre le taux du change et le taux d'inflation, la probabilité est supérieure au seuil de 5 %. Donc il ya un effet significatif au sens de Granger.

2.4. La validation du modèle ARDL

Dans cette étape en fait les tests sur la validation du modèle ARDL.

2.4.1 Le teste sur les résidus

2.4.1.1 Test d'auto -corrélation LM Test

⁷⁷**Tableau 9: résultat de test d'auto-corrélation**

Breusch-Godfery Serial correction LM Test			
F-statistic	1,056122	Prob F (2,24)	0,3634
Obs *R-squared	2,831183	Prob. Chi –Square(2)	0,2428

Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

⁷⁷ Voir annexe N°6.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

La probabilité associée à la F-statistique est supérieure au seuil de 5%, par conséquent nous acceptons l'hypothèse qu'il a une absence d'auto-corrélation des résidus.

On, $\text{prob F } 2,24 > 0,05$.

2.4.1.2 Test d'hétéroscédasticité

Tableau 10: résultat de test de d'hétéroscédasticité⁷⁸

Test Heteroskedasticity Beusch –Pagan –Godfrey			
F- statistic	0,961093	Prob. F	0,4865
Obs*R-squared	7,988012	Prob. Chi-Square	0,4346
Scaled explained SS	14,58843	Prob. chi-Square	0,0677

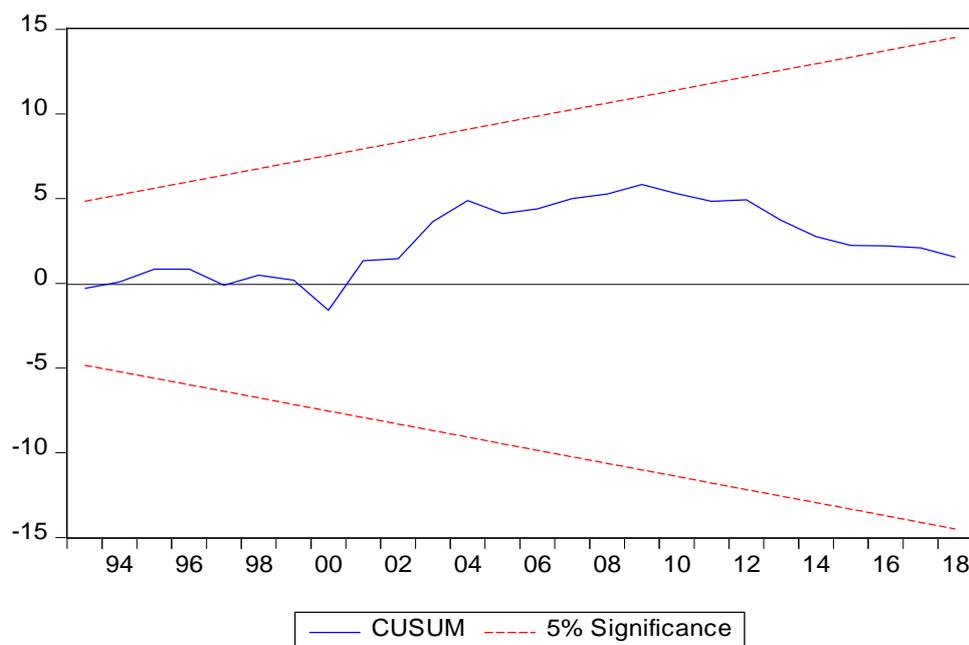
Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

Dans le tableau N°11 on remarque que les probabilités supérieures au seuil de 5%, donc on accepte l'hypothèse d'homo-scédasticité des erreurs sur les variables utiliser.

Prob-F 0,48 > 0,05.

2.4.1.3 Test de stabilité de modèle

Figure 12: résultant de test de stabilité des coefficients CUSM



Source : réalisé par nos soins à partir de logiciel Eviews10.

⁷⁸⁷⁸ Voir annexe 7

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

On remarque sur la bas de résulta de teste CUSUM SQ, que ne pouvant dire que le modèle estimé et stable dure la période d'étude de l'Algérie de 1980 à 2018.

2.5Interprétation économique

Les résultats des estimations sont interprétés comme suit:

Le taux du change a un effet positif est non significatif sur l'inflation à court terme, car cette période a connue une chute de prix des échanges de dinar algérien par rapport au dollar American.

Au neutre, la masse monétaire et le taux de change on un effet négatif et non significatif sur l'inflation au log terme puisque la monnaie en circulation de la banque centrale diminue, et ainsi que les échange de la monnaie sur le marché noire et l'utilisation de secteur informelle

Pare contre le produit intérieure bruit a un effet positif et significatif à log terme sur l'inflation suite a cette période de 1980 à 2018 a cause de la hausse des prix de pétrole, on résulte que il ya une relation de produit intérieure bruit et l'inflation de ce fait l'hypothèse est vérifie

Est aussi que le taux de change cause l'inflation car la valeur de la monnaie échangé dans le marché formel base.

Chapitre III : analyse des déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 a 2018

Conclusion

Dans notre étude qui pour objectif d'analyse les déterminantes de l'inflation en Algérie nous avons procédé par les choix des variables et en suite à la présentation des séries se forme graphique et après nous avons déterminé le nombre de retard optimale de AIC, pour passer à l'estimation de modèle ARDL, pour ce la nous avons utilisé le test de racine unitaire (ADF), qui détermine que les variables sont stationnaires en niveau (0) ou bien en première différenciation (1), et en passant au bounds test pour déterminer que le modèle a une relation de Co-intégration entre les variables, pour estimer le modèle ARDL à long terme et au court terme, et si le résultat en montre que il y a une relation de long terme positive et significative entre le produit intérieur brut sur l'inflation, et un effet négatif et non significatif entre la masse monétaire et le taux de change sur l'inflation, et un effet positif et non significatif de taux de change au court terme sur l'inflation, un effet négatif et significatif des résidus sur l'inflation.

On a constaté un effet de causalité de Granger qui est le taux de change qui cause l'inflation. En revanche l'inflation ne cause pas le taux de change, en suite on passe à la validation de modèle ARDL, est pour ce la on va faire le test de auto-corrélation des résidus LM Test et le test d'hétérosédasticité et le test de stabilité de modèle, les résultats de ses tests confirment que le modèle est globalement bon donc il est validé.

En outre, les hypothèses que nous avons testées sont confirmées à partir des tests que nous avons effectués sur le modèle ARDL, le taux de change cause le taux d'inflation ce que indique que il y a à une diminution des hydrocarbures et la chute des prix de pétrole, et ainsi la relation entre produit intérieur brut et l'inflation engendre une évolution des exportations et les importations ce qui signifie une hausse de la croissance économique.

Conclusion générale

L'inflation est définie comme une hausse soutenue du niveau général des prix, des biens et services. L'inflation est un danger économique et social pour n'importe quel pays dans le monde, surtout lorsqu'elle n'est pas anticipée par les décideurs économiques, ni contrôlée par les autorités monétaires. En ce moment, dans la plupart des pays industrialisés, soit un niveau bas, stable et donc prévisible. L'inflation c'est l'augmentation excessive des capitaux et de la quantité de monnaie en circulation, qui engendre un déséquilibre de la monnaie.

L'inflation a des effets bénéfiques, allège la dette des débiteurs (par exemple, celui qui a emprunté pour acheter un logement), profite à ceux qui bénéficient de revenus indexés sur l'inflation, améliore la rentabilité financière des entreprises, mais a des effets néfastes : la diminution des ressources des titulaires de revenus fixes (épargnants, créanciers ...), car les taux d'intérêt qui les rémunèrent sont inférieurs à l'inflation, et déséquilibre les échanges avec l'étranger et peut provoquer une crise sociale si les salaires ne suivent pas.

Le taux d'inflation en Algérie est passé par trois périodes principales, durant lesquelles il a connu des évolutions différentes. Entre les années 1980 à 2000, le taux d'inflation est resté à un niveau raisonnable. Le taux d'inflation est passé de 17,78% en 1989 à 25,88% en 1991, et en 1995 le taux d'inflation a été marqué par 29,7%, et un niveau très bas en 2000 de 0,34%, et pour la période de 2000 à 2018, le taux d'inflation a baissé jusqu'à 1,38%, et un niveau très élevé de 8,89% en 2012⁷⁹.

Pour avoir une solution de l'inflation il faut tout d'abord avoir une politique anti-inflationniste, puis une description des méfaits de l'inflation. Enfin, il nécessite une efficacité des politiques anti-inflationnistes.

L'Algérie est l'un des pays touchés par l'inflation, et ses causes et ses conséquences sont multiples à tous les niveaux : social, économique, les échanges extérieurs. Pour cela, les autorités monétaires doivent procéder aux diagnostics et mesures de sécurité nécessaires pour ralentir son évolution et éviter sa propagation. Ainsi, les autorités mettent en place un ensemble de dispositifs de lutte contre l'inflation.

Pour l'Algérie, la politique monétaire suivrait les mutations économiques qu'allait connaître l'économie algérienne. L'évolution de ce dernier est marquée par deux périodes essentielles : la période de planification financière, qui a connu surtout une stabilité des taux d'intérêt créditeurs et débiteurs avec un niveau très bas. Et la période de l'économie de marché, d'où la politique monétaire en Algérie a eu pour un objectif final la stabilité des prix par une décélération de la croissance monétaire.

La conduite de la politique monétaire a beaucoup évolué durant ces vingt dernières années du fait que cette politique et son dispositif institutionnel ne peuvent être dissociés du contexte économique et social du pays. Or, les banques cherchent à mener des politiques monétaires avec des objectifs de maintien de la stabilité des prix, de croissance économique, de plein emploi, et d'équilibre de la balance des paiements.

Pour examiner les déterminants de l'inflation en Algérie, nous avons utilisé des données annuelles de la Banque Mondiale. La méthode de traitement des données est constituée par le

⁷⁹ Rapport de la banque d'Algérie 2010, 2011, 2014, 2015, 2018 « évolution économique et monétaire en Algérie ».

Conclusion générale

logiciel Eviews10, et la technique d'analyse correspond au modèle d'estimation ARDL. La variable à expliquer est le taux d'inflation et les variables explicatives sont la masse monétaire, le produit intérieur brut et le taux de change.

D'abord, nous avons déterminé le nombre du retard, nous avons utilisé le critère d'information Schwarz et SC. D'après les résultats on constate que l'inflation et le taux de change et la masse monétaire, et le produit intérieur brut à un retard est égale à 1.

Après avoir déterminé le nombre du retard, nous avons utilisé le teste de racine unitaire (ADF) pour déterminer l'ordre d'intégration des variable explicatives. Tout d'abord les variables sont intégrées d'ordre (1). Ensuite, nous avons testé la différenciation des série on a trouvé que tous les série (M2, TCH, PIB, TINF) sont stationnaire en première différenciation.

Les résultats d'estimation du modèle ARDL, indiquent que la relation à long terme est vérifiée, et on a aussi testée la relation de Co-intégration, nous avons constatée que, il existe une relation de Co-intégration entre les série. Une fois que la relation de long terme est vérifiée, nous avons procédé à l'analyse de la relation de court terme (dynamique de court terme), et nous avons constatée que le coefficient est positif et les résidus retardés d'une période sont négatif et largement significative, donc il existe un mécanisme à la correction d'erreur.

En effectuent le teste de causalité, nous avons trouvée une relation de causalité entre le taux de change et l'inflation. Donc l'inflation dépend du taux de change. Elle existe aucune relation de causalité entre l'inflation et la masse monétaire, et entre l'inflation et le produit intérieur brut.

Après avoir testé la causalité, nous avons continué par la validation de modèle Nous avons effectuée le teste d'auto corrélation, D'après les résultats nous avons constatée qu'il y a une absence d'auto corrélation entre les résidus, qui signifie que les résidus sont engendrés par un processus de bruit blanc. Après nous avons testée les résidus par le test d'hétérocédasticité, nous avons constatée qu'il y a l'absence d'hétérocédacité, donc les résidus sont homoscedastique. Enfin, nous avons testée la stabilité de modèle, nous avons conclus que le modèle est Validé.

En notre, les hypothèses que nous avons site sont confirmea partir des teste que nous avons effectue sur le model ARDL, le taux de change cause le taux d'inflation se que indique que il ya à une diminution des hydrocarbures et la chute des prix de pétrole, et ainsi la relation entre produit intérieure brute et l'inflation engendre une évolution des exportations et les importations se qui signifie une hausse de la croissance économique.

Annexe 1 : la stationnarité des série (ADF)

Série INF

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGINF		
Null Hypothesis: LOGINF has a unit root		
Exogenous: Constant, Linear Trend		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.008558	0.1432
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGINF)
 Method: Least Squares
 Date: 05/31/22 Time: 13:57
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGINF(-1)	-0.411500	0.136776	-3.008558	0.0048
C	1.031509	0.419511	2.458839	0.0190
@TREND("1980")	-0.015157	0.011460	-1.322566	0.1946
R-squared	0.205480	Mean dependent var	-0.021094	
Adjusted R-squared	0.160079	S.D. dependent var	0.756892	
S.E. of regression	0.693670	Akaike info criterion	2.182016	
Sum squared resid	16.84123	Schwarz criterion	2.311299	
Log likelihood	-38.45830	Hannan-Quinn criter.	2.228014	
F-statistic	4.525889	Durbin-Watson stat	2.209996	
Prob(F-statistic)	0.017858			

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGINF		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.104472	0.2395
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.		
Augmented Dickey-Fuller Test Equation		
Dependent Variable: D(LOGINF)		
Method: Least Squares		
Date: 05/31/22 Time: 14:24		
Sample (adjusted): 1982 2018		
Included observations: 37 after adjustments		

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGINF		
Null Hypothesis: LOGINF has a unit root		
Exogenous: Constant		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.674645	0.0878
Test critical values:		
1% level	-3.615588	
5% level	-2.941145	
10% level	-2.609066	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGINF)
 Method: Least Squares
 Date: 05/31/22 Time: 14:18
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGINF(-1)	-0.330965	0.123742	-2.674645	0.0112
C	0.587792	0.254462	2.309937	0.0267
R-squared	0.165773	Mean dependent var	-0.021094	
Adjusted R-squared	0.142600	S.D. dependent var	0.756892	
S.E. of regression	0.700851	Akaike info criterion	2.178152	
Sum squared resid	17.68290	Schwarz criterion	2.264341	
Log likelihood	-39.38489	Hannan-Quinn criter.	2.208817	
F-statistic	7.153724	Durbin-Watson stat	2.295775	
Prob(F-statistic)	0.011181			

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGINF(-1)	-0.063868	0.057827	-1.104472	0.2769
D(LOGINF(-1))	-0.328502	0.156890	-2.093843	0.0436
R-squared	0.156020	Mean dependent var	-0.033329	
Adjusted R-squared	0.131906	S.D. dependent var	0.763513	
S.E. of regression	0.711377	Akaike info criterion	2.209309	
Sum squared resid	17.71199	Schwarz criterion	2.296386	
Log likelihood	-38.87222	Hannan-Quinn criter.	2.240008	
Durbin-Watson stat	1.997253			

1^{er} difference

Null Hypothesis: D(LOGINF) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-8.745776	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGINF.2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/03/22 Time: 17:40
 Sample (adjusted): 1982 2018
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGINF(-1))	-1.357243	0.155188	-8.745776	0.0000
R-squared	0.679893	Mean dependent var		-0.018951
Adjusted R-squared	0.679893	S.D. dependent var		1.261172
S.E. of regression	0.713546	Akaike info criterion		2.189514
Sum squared resid	18.32931	Schwarz criterion		2.233053
Log likelihood	-39.50602	Hannan-Quinn criter.		2.204864
Durbin-Watson stat	2.002127			

Série M2

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGM2(-1)	-0.721277	0.162906	-4.427552	0.0001
C	2.093611	0.568511	3.682624	0.0008
@TREND("1980")	-0.017527	0.014113	-1.241911	0.2225
R-squared	0.359178	Mean dependent var		-0.011794
Adjusted R-squared	0.322559	S.D. dependent var		1.103442
S.E. of regression	0.908208	Akaike info criterion		2.720969
Sum squared resid	28.86945	Schwarz criterion		2.850253
Log likelihood	-48.69842	Hannan-Quinn criter.		2.766967
F-statistic	9.808666	Durbin-Watson stat		1.918185
Prob(F-statistic)	0.000415			

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGM2

Null Hypothesis: LOGM2 has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.219802	0.0020
Test critical values:		
1% level	-3.615588	
5% level	-2.941145	
10% level	-2.609066	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGM2)
 Method: Least Squares
 Date: 05/31/22 Time: 14:53
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGM2

Null Hypothesis: LOGM2 has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.427552	0.0059
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGM2)
 Method: Least Squares
 Date: 05/31/22 Time: 14:48
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGM2(-1)	-0.659359	0.156254	-4.219802	0.0002
C	1.600444	0.409886	3.904503	0.0004
R-squared	0.330939	Mean dependent var		-0.011794
Adjusted R-squared	0.312354	S.D. dependent var		1.103442
S.E. of regression	0.915023	Akaike info criterion		2.711461
Sum squared resid	30.14163	Schwarz criterion		2.797650
Log likelihood	-49.51777	Hannan-Quinn criter.		2.742127
F-statistic	17.80673	Durbin-Watson stat		1.944606
Prob(F-statistic)	0.000158			

En premier difference

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LOGM2)

Null Hypothesis: D(LOGM2) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.878036	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.630762	
5% level	-1.950394	
10% level	-1.611202	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGM2,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/08/22 Time: 17:44
 Sample (adjusted): 1983 2018
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGM2(-1))	-1.823572	0.265130	-6.878036	0.0000
D(LOGM2(-1),2)	0.428815	0.169285	2.533091	0.0161
R-squared	0.694299	Mean dependent var		-0.004843
Adjusted R-squared	0.685308	S.D. dependent var		1.806881
S.E. of regression	1.013614	Akaike info criterion		2.918874
Sum squared resid	34.93204	Schwarz criterion		3.006847
Log likelihood	-50.53973	Hannan-Quinn criter.		2.949579
Durbin-Watson stat	2.096475			

Série PIB

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGPIB

Null Hypothesis: LOGPIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.326830	0.8658
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/31/22 Time: 15:05
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIB(-1)	-0.088962	0.067049	-1.326830	0.1932
C	2.178150	1.624681	1.340663	0.1887
@TREND("1980")	0.004599	0.003450	1.332887	0.1912
R-squared	0.051908	Mean dependent var		0.037326
Adjusted R-squared	-0.002269	S.D. dependent var		0.124231
S.E. of regression	0.124372	Akaike info criterion		-1.255422
Sum squared resid	0.541394	Schwarz criterion		-1.126139
Log likelihood	26.85302	Hannan-Quinn criter.		-1.209424
F-statistic	0.958117	Durbin-Watson stat		1.756539
Prob(F-statistic)	0.393447			

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGPIB

Null Hypothesis: LOGPIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.369727	0.9043
Test critical values:		
1% level	-3.615588	
5% level	-2.941145	
10% level	-2.609066	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/31/22 Time: 15:19
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIB(-1)	-0.013361	0.036139	-0.369727	0.7138
C	0.372328	0.906309	0.410818	0.6836
R-squared	0.003783	Mean dependent var		0.037326
Adjusted R-squared	-0.023890	S.D. dependent var		0.124231
S.E. of regression	0.125706	Akaike info criterion		-1.258540
Sum squared resid	0.568875	Schwarz criterion		-1.172351
Log likelihood	25.91226	Hannan-Quinn criter.		-1.227875
F-statistic	0.136698	Durbin-Watson stat		1.801767
Prob(F-statistic)	0.713752			

1^{er} difference

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LOGPIB)

Null Hypothesis: D(LOGPIB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.082710	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGPIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/03/22 Time: 17:56
 Sample (adjusted): 1982 2018
 Included observations: 37 after adjustments

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGPIB

Null Hypothesis: LOGPIB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.842438	0.9825
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOGPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/31/22 Time: 15:23
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIB(-1)	0.001481	0.000804	1.842438	0.0734
R-squared	-0.000888	Mean dependent var		0.037326
Adjusted R-squared	-0.000888	S.D. dependent var		0.124231
S.E. of regression	0.124286	Akaike info criterion		-1.306495
Sum squared resid	0.571542	Schwarz criterion		-1.263400
Log likelihood	25.82340	Hannan-Quinn criter.		-1.291162
Durbin-Watson stat	1.820179			

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGPIB(-1))	-0.834502	0.164184	-5.082710	0.0000
R-squared	0.417790	Mean dependent var		-0.000494
Adjusted R-squared	0.417790	S.D. dependent var		0.169866
S.E. of regression	0.129612	Akaike info criterion		-1.221886
Sum squared resid	0.604775	Schwarz criterion		-1.178348
Log likelihood	23.60489	Hannan-Quinn criter.		-1.206537
Durbin-Watson stat	2.025897			

Série TCH

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGTCH		
Null Hypothesis: LOGTCH has a unit root		
Exogenous: Constant, Linear Trend		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.599145	0.9733
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.		
Augmented Dickey-Fuller Test Equation		
Dependent Variable: D(LOGTCH)		
Method: Least Squares		
Date: 05/31/22 Time: 15:29		
Sample (adjusted): 1981 2018		
Included observations: 38 after adjustments		

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTCH(-1)	-0.028855	0.048161	-0.599145	0.5529
C	0.199244	0.086618	2.300272	0.0275
@TREND("1980")	-0.000555	0.005227	-0.106211	0.9160
R-squared	0.074744	Mean dependent var		0.089840
Adjusted R-squared	0.021872	S.D. dependent var		0.148140
S.E. of regression	0.146511	Akaike info criterion		-0.927779
Sum squared resid	0.751290	Schwarz criterion		-0.798495
Log likelihood	20.62779	Hannan-Quinn criter.		-0.881781
F-statistic	1.413689	Durbin-Watson stat		1.312501
Prob(F-statistic)	0.256792			

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LOGTCH		
Null Hypothesis: LOGTCH has a unit root		
Exogenous: Constant		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.701653	0.4224
Test critical values:		
1% level	-3.615588	
5% level	-2.941145	
10% level	-2.609066	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.		
Augmented Dickey-Fuller Test Equation		
Dependent Variable: D(LOGTCH)		
Method: Least Squares		
Date: 05/31/22 Time: 15:34		
Sample (adjusted): 1981 2018		
Included observations: 38 after adjustments		

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTCH(-1)	-0.033510	0.019693	-1.701653	0.0974
C	0.204320	0.071242	2.867971	0.0069
R-squared	0.074446	Mean dependent var		0.089840
Adjusted R-squared	0.048736	S.D. dependent var		0.148140
S.E. of regression	0.144485	Akaike info criterion		-0.980088
Sum squared resid	0.751532	Schwarz criterion		-0.893899
Log likelihood	20.62167	Hannan-Quinn criter.		-0.949423
F-statistic	2.895623	Durbin-Watson stat		1.306096
Prob(F-statistic)	0.097443			

1^{er} différence

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LOGTCH)		
Null Hypothesis: D(LOGTCH) has a unit root		
Exogenous: Constant		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.988373	0.0038
Test critical values:		
1% level	-3.621023	
5% level	-2.943427	
10% level	-2.610263	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.		
Augmented Dickey-Fuller Test Equation		
Dependent Variable: D(LOGTCH,2)		
Method: Least Squares		
Date: 06/03/22 Time: 17:59		
Sample (adjusted): 1982 2018		
Included observations: 37 after adjustments		

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGTCH(-1))	-0.625498	0.156830	-3.988373	0.0003
C	0.055038	0.027240	2.020476	0.0510
R-squared	0.312473	Mean dependent var		-0.001840
Adjusted R-squared	0.292830	S.D. dependent var		0.167877
S.E. of regression	0.141174	Akaike info criterion		-1.025115
Sum squared resid	0.697549	Schwarz criterion		-0.938039
Log likelihood	20.96463	Hannan-Quinn criter.		-0.994417
F-statistic	15.90712	Durbin-Watson stat		2.058372
Prob(F-statistic)	0.000323			

Annexe 2 : l'estimation de modèle ARDL

Dependent Variable: LOGINF
 Method: ARDL
 Date: 05/31/22 Time: 15:48
 Sample (adjusted): 1984 2018
 Included observations: 35 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): LOGM2 LOGPIB LOGTCH
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 500
 Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 4)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LOGINF(-1)	0.087873	0.180910	0.485729	0.6312
LOGM2	-0.038107	0.118049	-0.322806	0.7494
LOGPIB	0.714868	0.308363	2.318268	0.0286
LOGTCH	0.710850	0.844777	0.841464	0.4078
LOGTCH(-1)	1.039984	1.321453	0.787001	0.4384
LOGTCH(-2)	-0.546242	1.267981	-0.430796	0.6702
LOGTCH(-3)	0.139400	1.297682	0.107423	0.9153
LOGTCH(-4)	-1.842876	0.980610	-1.879316	0.0715
C	-15.06899	7.518157	-2.004346	0.0556

R-squared	0.686922	Mean dependent var	1.793107
Adjusted R-squared	0.590590	S.D. dependent var	0.958921
S.E. of regression	0.613567	Akaike info criterion	2.077979
Sum squared resid	9.788071	Schwarz criterion	2.477926
Log likelihood	-27.36463	Hannan-Quinn criter.	2.216041
F-statistic	7.130804	Durbin-Watson stat	2.224192
Prob(F-statistic)	0.000056		

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Annexes3 : bounds test

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	5.309138	10%	2.37	3.2
k	3	5%	2.79	3.67
		2.5%	3.15	4.08
		1%	3.65	4.66
Finite Sample: n=35				
Actual Sample Size	35	10%	2.618	3.532
		5%	3.164	4.194
		1%	4.428	5.816

Annexes 4 : coefficients de court terme

ARDL Error Correction Regression
 Dependent Variable: D(LOGINF)
 Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 4)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 05/31/22 Time: 16:48
 Sample: 1980 2018
 Included observations: 35

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGTCH)	0.710850	0.725177	0.980243	0.3360
D(LOGTCH(-1))	2.249717	0.787583	2.856481	0.0083
D(LOGTCH(-2))	1.703476	0.805758	2.114127	0.0443
D(LOGTCH(-3))	1.842876	0.848024	2.173140	0.0391
CoIntEq(-1)*	-0.912127	0.164810	-5.534405	0.0000
R-squared	0.519376	Mean dependent var	-0.009562	
Adjusted R-squared	0.455293	S.D. dependent var	0.773938	
S.E. of regression	0.571200	Akaike info criterion	1.849408	
Sum squared resid	9.788071	Schwarz criterion	2.071600	
Log likelihood	-27.36463	Hannan-Quinn criter.	1.926108	
Durbin-Watson stat	2.224192			

Annexes5 : coefficients de long term

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGM2	-0.041778	0.128063	-0.326232	0.7469
LOGPIB	0.783738	0.326070	2.403587	0.0237
LOGTCH	-0.546945	0.139560	-3.919060	0.0006
C	-16.52072	8.096100	-2.040577	0.0516

EC = LOGINF - (-0.0418*LOGM2 + 0.7837*LOGPIB - 0.5469*LOGTCH - 16.5207)

Les Teste de validation de modèle ARDL

Annexes6 : le Test d'autocrélation LM test

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test

F-statistic	1.056122	Prob. F(2,24)	0.3634
Obs*R-squared	2.831183	Prob. Chi-Square(2)	0.2428

Test Equation:

Dependent Variable: RESID

Method: ARDL

Date: 06/03/22 Time: 14:34

Sample: 1984 2018

Included observations: 35

Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGINF(-1)	0.561822	0.427192	1.315152	0.2009
LOGM2	0.058164	0.128706	0.451911	0.6554
LOGPIB	-0.194222	0.340131	-0.571021	0.5733
LOGTCH	-0.311209	0.873876	-0.356125	0.7249
LOGTCH(-1)	-0.458538	1.357290	-0.337833	0.7384
LOGTCH(-2)	-0.209444	1.273434	-0.164472	0.8707
LOGTCH(-3)	0.049792	1.296195	0.038414	0.9697
LOGTCH(-4)	1.143843	1.256242	0.910528	0.3716
C	3.308117	7.979265	0.414589	0.6821
RESID(-1)	-0.686762	0.472938	-1.452118	0.1594
RESID(-2)	-0.101704	0.221914	-0.458304	0.6509

Annexes 7: Test d'hétérosidastité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	3.067979	Prob. F(3,35)	0.0405
Obs*R-squared	8.120398	Prob. Chi-Square(3)	0.0436
Scaled explained SS	14.45070	Prob. Chi-Square(3)	0.0024

Test Equation:

Dependent Variable: RESID^2

Method: Least Squares

Date: 06/03/22 Time: 18:04

Sample: 1980 2018

Included observations: 39

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	30.00561	11.23019	2.671870	0.0114
LOGM2	0.000535	0.226983	0.002357	0.9981
LOGPIB	-1.240277	0.455571	-2.722467	0.0100
LOGTCH	0.506235	0.207085	2.444570	0.0197

R-squared	0.208215	Mean dependent var	0.631204
Adjusted R-squared	0.140348	S.D. dependent var	1.344243
S.E. of regression	1.246347	Akaike info criterion	3.375226
Sum squared resid	54.36834	Schwarz criterion	3.545847
Log likelihood	-61.81690	Hannan-Quinn criter.	3.436443
F-statistic	3.067979	Durbin-Watson stat	2.391375
Prob(F-statistic)	0.040486		

Bibliographie

Overages

1. AMMOUR .B, (2001), « *le système bancaire Algérienne, texte de réalité* », 2^{ème} édition DAHLAB, Alger, p 36-37-87
2. Beaud A, (2005), « *les déterminant de l'inflation en France* », édition 1972
3. BORNIER Jean Magnan, (2003), « *monnaie et inflation* » document de travail, université Paul Cézanne Aix Marseille III, p. 5.
4. Bernier BERNARERD SIMOU. Y.VES, (1996), « *initiation à la macroéconomie : manuel concret de 1^{ère} cycle* » 2^{ème} édition, Paris, p.27
5. BEITONEA. DOLLOL, GUIDONI JP. LEGARDEZA. (1991), « *dictionnaire des sciences économique* », édition ARMAND COLIN, Paris, p. 235
6. BOISSIEUC. (1998), « *monnaie et économie chronique de la politique monétaire, Etats-unis-France* », édition ECONOMICA, Paris, p48
7. Bernier Bernard, S.Y, (1986), « *initiation à la macroéconomie manuel concret de 1^{ère} cycle* », op. Cite, p.272.
8. BOISSIEUC. (1998), « *monnaie et économie chronique de la politique monétaire* », Etats-unis-France », édition ECONOMICA, Paris, p48
9. BENISSAD.H, « *Algérie restaurations et reformes économique (1979-1993)* », Alger, 1994.
10. BENYACOUB. B.S ES-SALMAN.M, (2021), “ *Modélisation ARDL, test de cointégration aux bornes pour la vérification de la soutenabilité de la dette publique au Maroc* » Revue International de chercheur
11. Bourbonnais Régis et Jean-Claude Usunier, 2001, « *prévision des ventes, théorie et pratique* », 3^{ème} édition.
12. DELAPLACE MARIS. (2006), « *monnaie et financement de l'économie* » DUNOD, 2^{ème} édition, Paris, p. 62
13. ¹ PATATJ. P. (1993) « *monnaie, institution financière et politique monétaire* », édition ECONOMICA, Paris, p. 388
14. Engel R.F, et Granger C.W.J, (1987), “ *cointégration and correction représentation, Estimation and Nigeria*” in Européen journal of business and management, vole 7, n° 08
15. ¹ ECHAUDEM C. D. (2003), « *dictionnaire de l'économie et de science sociale* », 6^{ème} édition NATHAN, Paris, p. 326
16. Joël JALLADEAU, (1998), « *introduction à la macroéconomie, modalisation de bas et redéploiements* »
17. Jonas KIBALA KUMA, janvier (2018), « *Modélisation ARDL aux bornes et approche de TODA-Yamamoto : élément de théorie et pratique sur logiciel* », p7-8-9
18. JAFFR P, 1996, Op. Cite. P. 110
19. ILMANE M, (2006), « *les trois phases de développement du système monétaire et bancaire Algérienne* », Algérie cinquante ans d'expérience de développement Etat-économie-société
20. Goux Jean-François, (1998), « *inflation désinflation déflation* », Ed DUNOD, pars, p.12-14.

Bibliographie

21. Gregory MANKIW, (2003), « *macroéconomie* » traduction de la 5^{ème} édition américaine par Jean. HOUARD 3^{ème} édition
22. MISHKIN. F, (2007), « *monnaie, banque et marché financière* », 8^{ème} édition Pearson Education, Paris, p.65
23. MEON .P. Guillaume, (2010-2011), « *introduction à la macroéconomie* », université libre de Bruxelles, p.141.
24. MISHKIN Frédéric, (2004), « *la monnaie système financière et politique monétaire* », Pearson Education (tome), 7^{ème} édition, p692-701
25. MEKIDECHE M. (2008), « *l'économie Algérienne a la croisée des chemins* », édition DAHLAB, Alger, p.98
26. Michel PARKIN, Robin CARMICHAEL, (2011), « *introduction à la macroéconomie moderne* », édition de renouveau pédagogique, INC, p.12
27. Phillip. Gaga. (1965), « *studies in the quantity of money* »
28. PESARAN. M.H, Shin Y. et Smith R.J, (2001), « *Bound testing Approaches to the Analysis of level Relationships in the journal of Applied Econometrics, vole16, n°3* » PP, 289-326.
29. Régis et Jean-Claude USUNIER, 2001, « *prevision des ventes, théorie et pratique* », 3^{ème} édition.
30. Régis Bourbonnais, (2005), « *économétrie* », 6^{ème} édition DUNOD
31. THORN R.S, Bernard. R, 1976 « *économie rurale 113* » l'état des théories de l'inflation devant l'inflation des théories, 3numéro, p 3-13

❖ Mémoire et thèse

1. BOUHASSOUN et Née BEDJAOUI ZAHIRA, « *la relation monnaie- inflation dans le contexte de l'économie Algérienne* », Thèse de doctorat en science économique Université Abou-BELKAID Tlemcen, promotion 2013/2014.
2. EDODOD.R NIELSEN, WITANEME MUSOMBWA, (2007), « *impact du déficit budgétaire sur l'inflation en RDC* », mémoire de licence, université libre des pays des grands lacs, ULPGL
3. HAMLAT. Mahdi et HANI. Lamine,(2015-2016), « *la politique monétaire :efficacité et limites* », master en science économique
4. Théodore Nielsen WITANENE MUSOMBWA (2007), « *Impact de déficit budgétaire sur l'inflation en RCD* », mémoire de licence, université libre des pays Grands lacs « ULPGL »
5. ZIANI Hayat et Zaidi Saloua, « *Essai de modélisation des causes de l'inflation en Algérie de 1970-2013 : Approche économétrique* », Mémoire de master en science économique, Université de Bejaia, promotion 2015

❖ Rapports

1. la Banque d'Algérie, 2011 « *évolution économique et monétaire en Algérie* », *Rapport de 2010, p 31.*

Bibliographie

2. Banque d'Algérie, 2013 « *évolution économique et monétaire en Algérie* » Rapport 2012.

3. Banque d'Algérie 2013, « *de l'amélioration de la circulation fiduciaire en 2012 et 2013* » Communication, Alger

4. Rapport de la Banque d'Algérie 2013, p29-30

5. Rapport de la Banque d'Algérie, 2014, p35

6. Rapport de la Banque d'Algérie, 2015, p 32

7. Rapport de la Banque d'Algérie, 2016, p 23-28

8. Rapport de la Banque d'Algérie, 2018, p20-26

❖ Lois, Règlements et Instructions

1. Loi n°72-144 de 13/12/1962 elle doté la BCA de l'ensemble des statu d'un institut d'émission comme : le monopole de l'émission de la monnaie, la fonction banques de l'état, de banque des banques que la gestion des ressources.

❖ Article

1. Les montants et les durées des crédits distribués par la BCA au profit du trésor sont limités par l'article 53 ; le montant est plafonné à 5% des recettes ordinaire de l'état constatées au cours du précédent exercice budgétaire, et la durée totale du crédit ne dépassant pas le 24 jours consécutifs, au cours d'une année de calendrier.
2. Ordonnance n°03-11 du 26 aout 2003, article 35.

❖ Site Internet

1. http://www.mémoireonline.com/12/07/787/m_essai-modalisation-inflation-algeri3.html
2. <http://Fr.m.Wikipedia.org>
3. <http://www.capital.fr/economie-politique/masse-monetaire> consulter le 08/04/2022.
4. Hossein et Sami SATOUR et DIAF, (2007), « *essai de modélisation de l'inflation en Algérie* », INPS Alger, disponible sur le site : www.mémoireonline.com
5. <http://banquemonial.org>
6. Office National des Statistiques (ONS).

❖ Logiciel

Eviews10.

Table des matières

Remerciement

Dédicace

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

Introduction générale.....1

Chapitre1 : Le concept de base de l'inflation et la théorie économique.....4

Introduction4

Section1 : Généralité sur l'inflation.....4

1.1 Rappel historique sur l'inflation4

1.2 Les différentes définitions de l'inflation.....4

1.2.1 Définition1.....5

1.2.2 Définition2.....5

1.2.3 Définition 3.....5

1.3 Les types de l'inflation.....5

1.3.1 Inflation latine ou rampante5

1.3.2 Inflation stable.....6

1.3.3 Inflation galopante ou hyperinflation.....6

1.3.4 Inflation ouverte ou déclarée.....7

1.3.5 Inflation importée.....7

1.4 Les mesures de l'inflation.....8

1.4.1 Indice des prix à la consommation.....8

1.4.2 La méthode de calcul du taux d'inflation.....8

1.4.3 Déflateur du PIB.....9

1.5 Les causes de l'inflation.....10

1.5.1 Inflation par la demande.....10

1.5.2 Inflation par les coûts.....11

1.5.2.1 Inflation par les salaires.....11

1.5.2.2 Inflation par les profits.....12

1.5.3 Inflation importée.....12

1.5.4 Inflation par la monnaie.....12

1.6 Les conséquences de l'inflation.....13

1.6.1 Les effets positifs de l'inflation.....13

1.6.2 Les effets négatifs de l'inflation.....14

Section 2 : Les différentes théories économiques de l'inflation.....14

2.1 L'approche monétariste.....14

2.1.1 La formulation de Fisher.....15

Table des matières

2.12	La formulation de Marshall et Pigou.....	15
2.2	L'approche Keynésienne.....	16
2.3	L'approche néo classique.....	18
	Conclusion.....	19
	Chapitre 2: L'inflation et la politique monétaire en Algérie.....	20
	Section 1 : Etude et l'évolution de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018.....	20
1.1	L'inflation depuis l'indépendance jusqu'à 1980.....	21
1.1.1	Evolution de l'inflation durant la période 1980 à 1990.....	22
1.1.2	Evolution de l'inflation durant la période 1991 à 2000.....	23
1.1.3	Evolution de l'inflation durant la période 2001 à 2018.....	25
1.2	Etude des déterminants de l'inflation de 1980 à 2018.....	28
1.2.1	La croissance de la masse monétaire (M2).....	28
1.2.2	La croissance du produit intérieur brut.....	30
1.2.3	Le taux de change.....	31
	Section 2 : La politique monétaire.....	32
	Introduction.....	32
2.1	Définition de la politique monétaire.....	33
2.2	L'objectif de la politique monétaire.....	33
2.2.1	Les objectifs finals de la politique monétaire.....	34
2.2.1.1	L'objectif de stabilité des prix.....	34
2.2.1.2	L'objectif de la croissance économique.....	34
2.2.1.3	L'objectif du plein emploi.....	34
2.2.1.4	L'objectif de l'équilibre extérieure.....	34
2.2.1.5	Les objectifs intermédiaires de la politique monétaire.....	35
2.3	Les instruments de la politique monétaire.....	36
2.3.1	Les instruments directs de la politique monétaire.....	36
2.3.1.1	L'encadrement du crédit.....	36
2.3.1.2	La sélectivité du crédit.....	36
2.3.2	Les instruments indirects.....	36
2.3.2.1	Le taux de réescompte.....	37
2.3.2.2	Les réserves obligatoires.....	37
2.3.2.3	Les opérations d'open MARKET.....	38
2.4	L'évolution de la politique monétaire en Algérie.....	38
2.4.1	La politique monétaire durant la période de gestion administrative de l'économie de 1962 à 1989.....	38
2.4.1.1	La période allant de 1962 à 1970.....	38
2.4.1.2	La période de planification économique 1970 à 1989.....	39
2.4.1.2.1	La période de 1970 à 1978.....	39
2.4.1.2.2	La période 1978 à 1980.....	40

Table des matières

2.4.2.1 La politique monétaire selon la loi sur la monnaie et crédit (LMC)	41
2.4.3 La politique monétaire durant la période de l'ajustement structurel (1994-1998).....	41
2.4.4 La politique monétaire durant la période de l'économie de marché.....	41
2.4.4.1 Evolution du cadre légal de la politique monétaire durant l'économie de marché.....	42
2.5 La politique monétaire durant la période 2020.....	42
Conclusion	43
Chapitre 3 : Analyse des déterminants de l'inflation en Algérie 1980 à 2018...	44
Introduction	44
Section1 : L'approche de modèle ARDL	44
1.1 Définition de l'économétrie.....	44
1.2 Définition de modèle	44
1.2.1 Définition des séries chronologique.....	44
1.2.2 Le modèle ARDL.....	45
1.2.3 La méthodologie du modèle ARDL.....	46
1.2.3.1 Sélection de nombre de retard optimal.....	46
1.2.3.2 Test de la stationnarité des séries temporelles.....	46
1.2.3.3 l'approche de test aux bornes ou test de Co-intégration De passaran et al (2001)	47
1.2.3.4 Test de causalité de Granger	48
1.2.4 Test de diagnostic du modèle	49
1.2.4.1 Test d'auto-corrélation des erreurs.....	49
1.2.4.2 Test d'hétéroscédasticité	50
1.2.4.3 Test de normalité des résidus.....	50
1.2.4.4 Test de stabilité de modèle.....	50
Section 2 : Présentation et analyse des séries de donnée	50
2.1 Les choix des variables.....	50
2.1.1 Représentation graphique des séries.....	51

Table des matières

2.1.2 La série de taux d'inflation.....	51
2.1.3 La série de la croissance de la masse monétaire.....	51
2.1.4 La série de produit intérieur brut(PIB)	52
2.1.5 La série de taux de change.....	52
2.2 La stationnarité des séries.....	53
2.2.1 Détermination de nombre de retard des séries.....	53
2.2.2 Test de racine unitaire.....	54
2.3 Les étapes d'estimation de modèle ARDL.....	55
2.3.1 Détermination de nombre de retard.....	55
2.3.2 Estimation de modèle ARDL.....	56
2.3.3 Test de Co-intégration (bounds test).....	57
2.3.4 Estimation de la relation de long terme et court terme selon le modèle ARDL.....	58
2.3.4.1 Estimation de la relation de court terme (dynamique de court terme).....	58
2.3.4.2 Estimation de la relation de long terme	59
2.3.5 Test de causalité de Granger.....	60
2.4 La validation du modèle ARDL.....	60
2.4.1 Le test sur les résidus.....	60
2.4.1.1 Le test d'auto-correlation LM test.....	60
2.4.1.2 Test d'hétéroscédasiticité.....	61
2.4.1.3 Test de stabilité de monde.....	61
2.5 Interprétation économique.....	62
Conclusion.....	63
Conclusion générale.....	64
Annexe	66
Bibliographie	

Table des matières

Résumé

L'inflation c'est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Pour évaluer le taux d'inflation, on utilise l'indice des prix à la consommation (IPC).

L'objectif de ce travail est d'étudier les déterminants de l'inflation en Algérie de 1980 à 2018. Notre analyse est faite à partir d'un modèle ARDL Les variables choisies sont : l'inflation, la masse monétaire, le produit intérieur brut, et le taux de change.

Mot clé : inflation, indice des prix à la consommation, masse monétaire, taux de change, produit intérieur brut.

Abstract

Inflation is the loss of purchasing which results in a general and lasting increase in prices, to assess the rate of inflation, the consumer price index (IPC).

The objective of this work is to study and identify the determinants of inflation in Algeria from 1980 to 2018. Our analysis is done from an ARDL model selected variable; inflation, money supply, gross domestic product, exchange rate.

Keywords; Inflation, consumer price index, gross domestic product, monetary policy, money supply, exchange rate.